



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 20 MAI 2026 - N° 1324 - 56° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Censure bancaire

Tous se préoccupent du financement de leur campagne pour l'élection présidentielle. Depuis la fin du siècle dernier, tous sont soumis à de strictes contraintes légales quant à l'apport personnel, aux aides publiques, aux dons des particuliers et aux prêts bancaires. Tous ces partis sont en train de négocier des prêts avec une ou plusieurs banques. Tous sauf un. Alors que les formations du bloc central, le Parti socialiste et Les Républicains affirment que le financement bancaire s'effectue sans difficulté, le Rassemblement national se heurte à un mur.

Sollicitées depuis l'été dernier, les banques françaises et plusieurs banques étrangères refusent de consentir le moindre prêt au plus important de tous les partis français. Nul ne peut croire que les banquiers refusent d'accorder un crédit à une formation qui a des démêlés avec la justice. Dans leurs rapports avec l'argent, les Républicains ne traînent-ils pas un très lourd passif ?

Tout porte à croire que les banques font un choix politique, qui consiste à pénaliser un parti face à ses rivaux. Il y a là une atteinte délibérée à la démocratie, que l'extrémisme du RN ne saurait justifier. On peut soutenir que ce parti est d'extrême droite – nous l'écrivons parfois –, mais c'est un point de vue qui peut être discuté. Juridiquement, le Rassemblement national ne peut être empêché de concourir à l'expression du suffrage selon l'article 4 de la Constitution. Si ce parti ne respectait pas « les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie », il en serait empêché selon les procédures habituelles.

La censure exercée par les banques n'est pas tolérable. L'État doit exiger que le Rassemblement national soit traité comme les autres partis.



SOURCE: VECTEEZY PHOTO: TANYAPORN NAKORNCHAI

La santé en péril

Un virus, cette fois argentin, souligne que nous n'avons tiré aucune leçon de la précédente crise sanitaire. Le pouvons-nous ?

FACE À L'HANTAVIRUS, le gouvernement s'est empressé d'affirmer que nous étions prêts. Mais nos hôpitaux sont dans un état déplorable, les urgences sont toujours plus engorgées, nous manquons de médecins, d'infirmières, d'aides-soignants. Nous dépen-

dons de l'étranger pour les médicaments et les travailleurs de « première ligne » ont été oubliés dès le retour à la normale.

Cette inertie est d'autant plus criminelle que le risque de pandémie est amplifié par le tourisme, aux retombées économiques trop importantes pour

qu'il soit découragé, par les échanges internationaux que les gouvernements cherchent à intensifier et par les conflits armés. Les coups portés par les États-Unis aux organisations internationales ont accru cette fragilité. **L'éditorial de François Gerlotto en page 24.**

Batailles dans les assiettes

Plutôt que de faire la morale sur la façon de manger, la gauche devrait se mobiliser contre la pauvreté.

DEUX FRACTIONS se disputent sur les chaînes de vente de poulet grillé. Toute la gauche se mobilise contre les banquets organisés par le Canon français. Les médias pimentent la sauce polémique, qui masque un profond mépris de caste.

La liberté, c'est de manger avec qui on veut et quand on veut. Il y a des banquets identitaires, où l'on vend du réenraci-

nement reconstitué, comme il y eut des fêtes de la Rose où l'on célébrait « l'Europe sociale ». Quant au poulet grillé, on en mange parce que ce n'est pas cher.

Plutôt que de donner des leçons de morale, les partis de gauche devraient se soucier du pouvoir d'achat et des normes sanitaires. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

Dans ce numéro :

Page 2 – Manger, au-delà du bien et du mal.

Page 3 – Baisse du chômage en trompe-l'œil.

Page 5 – Faux-semblant de décentralisation.

Page 8 – La drôle de guerre.

Page 14 – La République contre les Empires.

Page 17 – Régis et Sylvain, ennemis fraternels.

Page 19 – Tempête au Quartier latin.

Page 24 – Éditorial : Le virus néo-libéral.



Chronique politique

Manger, au-delà du bien et du mal

par B. La Richardais et Ludmilla Petrova.

L'alimentation est souvent l'enjeu de batailles politiques. Les actuelles polémiques sur le cochon à l'honneur dans les banquets du Canon français et sur les chaînes qui vendent du poulet grillé sont surtout le signe d'un profond mépris de caste.

Ce n'est pas un pays de gastronomes. Le fait, archiconnu, ne relève pas du paradoxe. Les Français ont inventé la notion de malbouffe mais on aurait tort de croire que le phénomène a surgi de la société de consommation. À la prétendue Belle Époque, les ouvriers se nourrissaient de charcuterie, de pain et de vin, et les soupers des paysans pauvres se limitaient à une épaisse soupe de légumes et à une tranche de pain. Il reste que la gastronomie est un facteur important de prestige national, dont nous sommes fiers même si nous n'avons pas accès aux restaurants étoilés. La promotion de notre art culinaire est consensuelle alors que les batailles politiques se succèdent dans les secteurs plus familiers de l'alimentation et de la restauration.

Au milieu du siècle dernier, les militants communistes refusaient de boire du Coca-Cola, produit typique de l'impérialisme américain. Mais le Parti a très vite perdu la bataille des sodas et c'est la gauche tout entière qui a capitulé, souvent sans combattre, sur le front de la restauration rapide. Au beau milieu des Trente Glorieuses, le jambon-beurre avalé au comptoir, avec un œuf dur en entrée et une bière pour finir, a peu à peu cédé

devant l'offensive des hamburgers servis dans les fast-foods.

Malgré les efforts de José Bové démontant un McDonald's en 1999, l'américanisation n'est plus guère contestée. Bourgeois et prolétaires, gauchos et droitards, jeunes et vieux vont au Burger King ou au McDo sans songer à l'impérialisme américain dont la victoire est totale sur ce plan : avec 1 500 McDo implantés sur le territoire national, nous occupons dans ce groupe la deuxième place sur le marché mondial.

À la prétendue Belle Époque, les ouvriers se nourrissaient de charcuterie, de pain et de vin.

Sans tenir compte de la triomphale invasion du hamburger, l'extrême droite a bataillé contre les kebabs, dénoncés plus ou moins ouvertement comme signes de l'islamisation de la société française. Si l'on pose comme principe que celui qui mange un aliment prend les traits politiques et culturels de celui qui l'a cuisiné, il faut avant tout dénoncer l'italianisation de la France. Alors que le nombre des kebabs n'a pas bougé depuis dix ans – 9 500 établissements –, on compte 15 000 pizze-

▲ Les banquets du Canon français sont un phénomène d'affirmation identitaire et de nostalgie rurale.

rias dans notre pays. Mais voici qu'une nouvelle bataille s'engage sur les chaînes de restauration rapide centrée sur le poulet grillé.

Le conflit a éclaté à Saint-Ouen-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), où le maire socialiste, Karim Bouamrane, s'est opposé à l'installation de l'enseigne Master Poulet. Le maire mélenchonien de Saint-Denis, Bally Bagayoko a répliqué que l'attaque menée contre Master Poulet relevait du mépris de classe et d'un acharnement teinté de racisme.

Les éditorialistes se sont emparés de l'affaire, des voix de droite ont clamé que le poulet est halal et qu'il provient de l'étranger, tandis que La France insoumise mobilisait ses troupes pour la défense de Master Poulet. Droite unie contre gauche divisée : l'issue de la bataille est incertaine sur le front politique.

Dans les rues, ce combat de coqs autour du poulet n'a pas grande importance. On regarde dans son porte-monnaie et le poulet pas cher est plébiscité : Master Poulet propose un poulet entier à 7,50 euros, un demi-poulet à 4 euros, une cuisse à 2,50 alors qu'un poulet en roûisserie coûte entre 10 et 16 euros.

Contrairement à ce qui est affirmé, ce ne sont pas seulement les jeunes de cités qui consomment du poulet grillé pas cher, mais aussi des étudiants et certaines familles qui parviennent ainsi à sauver le traditionnel poulet dominical. Quant à l'importation de volailles bas de gamme, elle pose un problème général et il faut

drait aussi s'interroger sur ce que l'on consomme dans les petits restaurants traditionnels ou avec les plats préparés surgelés. Les huit millions de personnes en situation de précarité alimentaire n'ont pas d'autre choix que d'aller là où c'est le moins cher.

Le second conflit du printemps porte sur les banquets organisés par le Canon français. En avant-garde de la gauche, La France insoumise fustige une manifestation d'extrême droite, et le recteur de la mosquée de Paris a dénoncé ces banquets qui excluraient une partie de la population parce que du cochon y est servi. La participation financière de l'extrême droite n'est pas douteuse, mais le professeur Loïc Steffan a montré dans une remarquable étude (1) que nous n'étions pas devant une démonstration militante. Ces banquets constituent un phénomène sociologique d'affirmation identitaire qui se déroule dans les rires et les chansons. On peut certes y entendre des propos racistes, comme d'ailleurs au café du coin. On mange du porc et on tartine du pâté sur du pain de campagne en donnant à de nombreux artisans l'occasion de prouver leur savoir-faire avec le sentiment de retrouver la France de toujours. C'est cette même effervescence festive qu'on retrouve dans les festou-noz et dans toutes les fêtes traditionnelles, du nord au sud du pays.

Comme l'explique Loïc Steffan, le véritable paradoxe du Canon français, c'est que le désir de réenracinement est comblé par une opération marketing très rentable qui consiste à vendre de la nostalgie paysanne sous la forme d'un banquet à 79,99 euros le couvert. C'est le même *business model* qui, toutes proportions gardées, a engendré le succès du Puy du Fou.

Tandis que toute une gauche donne des leçons de morale sans se soucier des conditions d'existence de millions de citoyens appauvris et déracinés, l'extrême droite affairiste exploite la nostalgie d'un passé reconstitué. Comment s'étonner des défaites d'une gauche qui s'est coupée de l'histoire nationale, y compris celle des mentalités, en même temps que de la sienne ? ■

(1) Cf. le blog de Bertrand Renouvin.

Sur le mur de Jean Chouan

LFI ACCUSE LE CANON FRANÇAIS D'ORGANISER DES FÊTES RACISTES AVEC COCHON ET VIN ROUGE !

MINCE, MOI J'AIME BIEN LE VIN ROUGE, LE SAUCISSON ET LA FÊTE : JE NE SAVAIS PAS QUE J'ÉTAIS RACISTE.

MAIS ALORS, QUAND DES COPAINS MUSULMANS M'ONT INVITÉ À FÊTER LA FIN DU RAMADAN CHEZ EUX, EST-CE QUE JE SUIS DEVENU UN TERRORISTE ISLAMISTE ?



Baisse du chômage

Le trompe-l'œil

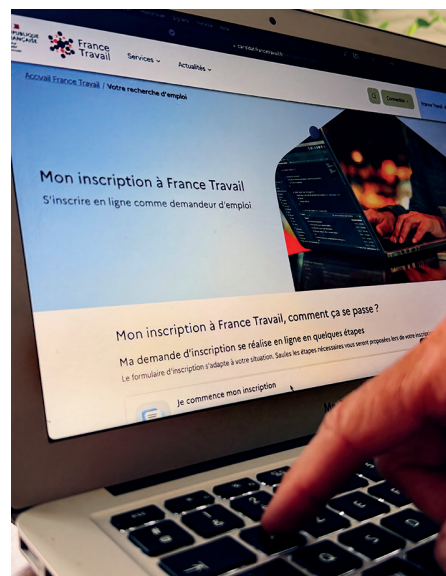
Plus de 7,5 millions de personnes sont inscrites à France Travail, soit près d'un actif sur quatre. Au 1^{er} trimestre 2026, la baisse annoncée de 40 000 chômeurs en catégorie A masque une réalité plus inquiétante.

En France, il existe plusieurs manières de définir un « chômeur » et donc de mesurer le chômage. France Travail distingue depuis début 2025 sept catégories de chômeurs (soit deux de plus qu'avant : F et G) à la recherche de n'importe quel type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, etc.). C'est grâce à ce « tour de passe-passe » que le nombre total des inscrits à France Travail en catégories A à E a diminué de 25 000 personnes. Avec les deux nouvelles catégories F et G, on dépasse donc toujours les 7,5 millions d'inscrits à France Travail.

La catégorie la plus utilisée dans le débat public est la catégorie A, qui désigne « une personne sans emploi, à la recherche de n'importe quel type de contrat, et tenue de rechercher activement un emploi ». Selon France Travail, en moyenne au 1^{er} trimestre 2026, le nombre de chômeurs en « catégorie A » apparaît en légère baisse de - 40 000 personnes (contre + 85 000 personnes le trimestre précédent), soit 1,2 % de baisse.

Derrière cette amélioration en trompe-l'œil, les offres d'emploi sont en forte baisse, le chômage de longue durée repart à la hausse, à peine plus d'un chômeur sur deux est indemnisé et de nombreux plans sociaux menacent des dizaines de milliers d'emplois. La dégradation annoncée depuis plusieurs trimestres se confirme et les fondamentaux laissent peu de place à un rebond rapide. C'est ce qui se dégage d'une analyse solidement documentée du média indépendant Éluclid (1).

Ainsi, les chiffres de l'ensemble des chômeurs au sens large (inscrits à France Travail et ne travaillant pas, catégories A à C) se sont très fortement dégradés en mars 2026, ce qui atteste d'un retournement de conjoncture, d'ailleurs confirmé par d'autres indicateurs.



Ces manipulations statistiques posent un vrai problème, car l'Insee utilise la définition restreinte du BIT pour calculer le taux de chômage, que la plupart des médias et des dirigeants politiques reprennent, puisqu'il est bien moins élevé (il ne comptabilise pas les chômeurs arbitrairement considérés comme « inactifs »). Le taux officiel du BIT est ainsi de 7,9 % de la population active alors qu'avec les chiffres de France Travail, ce taux passe à 11 %. Et si l'on prend tous les inscrits, on dépasse les 24 % de la population active, avec à peine plus d'un chômeur sur deux indemnisé.

Avec la seule catégorie A, 1 actif sur 4 est donc inscrit à France Travail. Si l'on soustrait les fonctionnaires titulaires, quasiment pas touchés par le chômage, c'est probablement 1 actif du privé sur 3 qui est inscrit à France Travail. De plus, il faut bien garder à l'esprit qu'avec au moins 20 fois plus de demandes que d'offres d'emploi, même si toutes ces offres étaient pourvues en un instant, il resterait toujours plusieurs millions de chômeurs en France.

Cette évolution est une conséquence de la fin des dépenses incontrôlées du gouvernement qui dopaient artificiellement l'économie. L'instabilité politique et les graves incertitudes nées de la guerre d'Iran avec ses conséquences sur les innombrables approvisionnements en matières premières de toutes sortes, ne feront que renforcer cette tendance.

La politique du gouvernement a donc échoué : l'emploi n'a nullement été consolidé en profondeur par sa politique de l'offre et le chômage va repartir à la hausse en 2026, d'autant plus qu'il va devoir limiter ses colossales aides aux entreprises (211 milliards en 2025) financées par de la dette, malgré le lobbying intense de tous les syndicats patronaux. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) <https://elucid.media/analyse-graphique/chomage-france>

La France et l'Andorre

Entre deux princes, il faut choisir

Lors de sa récente visite en Andorre, le chef de l'État a pu constater que la principauté était loin d'être acquise aux critères de la « modernité macronienne ».

Le président Macron s'est rendu les 27 et 28 avril en Andorre en sa qualité de coprinced de cet État enclavé entre la France et l'Espagne. Après le voyage du pape Léon XIV à Monaco le 28 mars précédent, c'est la deuxième fois cette année qu'une principauté européenne se trouve sous le feu de l'actualité mais avec des discours bien opposés.

Avec ses 468 km², l'Andorre pourrait presque paraître comme une superpuissance avec un territoire deux cent cinquante fois plus grand que celui de son homologue monégasque dont elle se distingue aussi par la forte altitude, Andorre-la-Vieille étant la plus haute capitale d'Europe à 1 023 mètres d'altitude, alors que Monaco se situe au niveau de la mer. Toutefois, les deux États, indépendamment du fait qu'ils sont tous les deux des principautés, présentent des points communs. C'est le cas, notamment, de la place de la religion catholique.

À Monaco, le catholicisme est religion d'État et c'est la raison pour laquelle le prince Albert II s'est récemment opposé à la loi de légalisation de l'avortement qu'avait votée le Conseil national. C'est sans doute cette décision qui avait valu la visite du pape Léon XIV le 28 mars dernier dans la principauté et ses propos élogieux à l'égard des institutions monégasques.

En Andorre, depuis la nouvelle Constitution de 1993, il n'y a plus de religion d'État ni officielle mais une « religion favorisée », l'article 11 du texte indiquant qu'il « garan-

tit à l'Église catholique le maintien de ses relations particulières avec l'État, conformément à la tradition andorrane ». L'autre coprinced, qualifié d'ecclésiastique, n'est autre que l'évêque du diocèse espagnol d'Urgel, Mgr Josep-Lluís Serrano Pentinat.

Le coprinced « laïc », en l'occurrence le président français, est venu, dans un discours prononcé dans la capitale andorrane le 28 avril, appuyer le chef du gouvernement andorran, Xavier Espot Zamora, dans son désir de dépenaliser l'interruption volontaire de grossesse dans le délai d'un an. Bien que présent dans l'assistance, l'évêque d'Urgel n'a pas officiellement réagi, mais on se souvient qu'en 2014 son prédécesseur, Mgr Joan-Enric Vives i Sicilia avait déclaré qu'il démissionnerait de son poste de coprinced et de son siège épiscopal si le Parlement andorran venait à légaliser l'avortement. En effet, les coprincipes d'Andorre n'ont pas les mêmes pouvoirs que leur homologue monégasque pour approuver ou non les lois. Certes, à ce stade, il s'agit de la dépenalisation de l'avortement et non de sa légalisation, mais on sait que les choses peuvent vite évoluer. En France, n'est-on pas passé d'une loi d'exception à un droit inscrit dans la Constitution ?

Emmanuel Macron veut pousser l'Andorre à se rapprocher de l'Union européenne, dont elle n'est pas membre. Il a exhorté la principauté à adopter l'accord d'association avec l'Union européenne, avertissant que, dans le cas contraire, « la porte se refermera ». Négocié depuis 2015, cet accord doit être ratifié par référendum.

Même si elle n'est pas dans l'accord, s'agissant d'une compétence des États, *a fortiori* quand celui-ci n'est pas membre de l'Union, l'avancée vers la reconnaissance de l'avortement fait partie de la conception de la modernité que se fait le chef de l'État français, l'Union européenne en étant pour lui l'archétype, tant au plan économique que sociétal.

Pourtant, très avancée aussi dans la modernité, qu'il s'agisse de la technologie ou de l'environnement, Monaco a fait un autre choix, tout comme la principauté de Liechtenstein. Il n'est pas impossible que l'Andorre, qui rechigne manifestement à se rapprocher davantage de l'Europe, prenne finalement la même voie.

Le pape Léon XIV l'a bien dit : « Ce sont les petits qui font l'histoire. » ■

FABRICE DE CHANCEUIL.

La Politique au crible

■ **Gribouille.** – On nous avait annoncé des débats de fond au Parlement sur le projet d'actualisation de la programmation militaire. Or, tel ne sera pas le cas : pressé par un chef de l'État qui veut à toutes forces faire des annonces le 14 juillet prochain, le gouvernement a concocté un calendrier d'examen parfaitement irréaliste. Sommés d'approuver le texte en quelques séances, du 4 au 7 mai, les députés se sont séparés à la fin du délai sans avoir pu débattre de la moitié des articles. Résultat : l'examen de la suite du texte est reporté... *sine die*. Et le même scénario risque de se produire au Sénat. Voilà une bien mauvaise façon de traiter les questions militaires !

■ **Sauce hollandaise.** – Les raisons qui ont poussé Boris Vallaud à quitter la direction du PS restent assez obscures. L'intéressé parle de la « brutalité » des méthodes d'Olivier Faure, dont il fut pourtant le premier soutien, et de l'échec annoncé de son projet de primaires à gauche. Mais le même Vallaud ne vient-il pas d'annoncer son intention d'organiser des « échanges » – de Ruffin à Glucksmann – qui ressemblent à s'y méprendre à des primaires ? À moins que tout cela soit destiné à brouiller les cartes et à préparer le retour de Hollande, un des premiers à avoir félicité le « camarade » Boris de son initiative.

■ **Nouvelle-Calédonie.** – Après l'échec du projet de loi constitutionnel destiné à transcrire l'accord dit de Bougival, le Parlement est appelé à débattre en urgence

d'un texte visant à élargir le corps électoral en vue des élections provinciales du 28 juin prochain. Il s'agit, certes, d'un élargissement limité qui porte sur 10 000 électeurs (sur 40 000 actuellement exclus du vote), mais on se souvient que c'est sur ce sujet délicat que s'enclenchèrent les émeutes de 2024. Faut-il vraiment ajouter une nouvelle crise à une actualité qui n'en manque pas ?

■ **Euthanasie.** – Le Sénat a de nouveau rejeté, le 11 mai, l'intégralité de la proposition de loi sur « la fin de vie », aucun accord n'ayant pu être trouvé sur une rédaction alternative à celle émanant de l'Assemblée nationale. Compte tenu du processus parlementaire (réunion d'une CMP, puis nouvelle lecture des deux assemblées), il est désormais peu probable que ce mauvais texte puisse être voté durant l'été et certains, à droite, envisagent de soumettre cette question hautement sensible à référendum. Ce qui provoque la fureur de tous les morticoles de l'Assemblée et d'ailleurs.

HUBERT DE MARANS.



SOURCE: ELYSÉE, PHOTO: CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE.



Emmanuel Macron et Mgr Josep-Lluís Serrano Pentinat, coprincipes d'Andorre, lors de la session solennelle du conseil général de la principauté, le 28 avril.



Collectivités territoriales

Un faux-semblant de décentralisation

par Laurent Tréhu.

Le gouvernement avait promis un « *grand acte de décentralisation* ». Dans l'avant-projet de loi « *État local* », les élus locaux voient avant tout une recentralisation rampante autour des préfets.

Au lendemain de sa (première) nomination, en septembre 2025, le Premier ministre Sébastien Lecornu a souhaité « *un grand acte de décentralisation, de clarification et de liberté locale* », destiné à démêler l'articulation des compétences entre l'État et les collectivités. Une ambition répétée à l'automne et censée amadouer les associations d'élus des territoires qui s'apprêtaient, avant le vote du budget 2026, à engager un bras de fer contre la diminution des dotations de l'État entre autres (1).

Toutefois, un avant-projet de loi « *visant à renforcer l'État local, articuler son action avec les collectivités territoriales et sécuriser les décideurs publics* », soumis en avril à l'avis du Conseil d'État et du Conseil national d'évaluation des normes, douche les espoirs des élus locaux.

Dans ce texte de quinze pages, dévoilé par le média *.contexte* le 17 avril, le terme « *décentralisation* » passe à la trappe. Pas une occurrence dans ces douze articles, émanant du ministère de l'Aménagement du territoire et de la... Décentralisation. Pas un mot sur l'organisation des compétences. Il s'agit d'« *une nouvelle stratégie nationale d'aménagement du territoire* »

tout en « *[renforçant] le rôle du préfet* », dans la lignée des décrets pris fin juillet 2025 par François Bayrou, alors Premier ministre à bout de souffle.

Ô préfet tout-puissant. – Présenté par l'exécutif comme un levier de modernisation de l'action publique territoriale, le projet de loi « *État local* » pourrait devenir un nouveau point d'achoppement entre le gouvernement et les associations d'élus. L'Association des maires de France (AMF), l'Assemblée des départements de France (ADF) et Régions de France n'y voient pas une avancée vers la décentralisation, mais une reprise en main par l'État.

C'est cette bataille, éminemment politique, qui se joue derrière les débats techniques autour du futur projet de loi « *État local* ».

Le cœur du désaccord tient à la place donnée au préfet. Jusqu'ici, son intervention directe dans la gestion locale était encadrée et réservée à des cas limités. Le projet de loi élargit ce pouvoir en permettant au représentant local de l'État de se substituer à une collectivité en cas de « *ca-*

▲ **Françoise Gatel**, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, et Sébastien Lecornu, Premier ministre, au congrès des maires en novembre 2025.

rence ». Or la notion de carence inquiète les élus : derrière l'argument de la continuité du service public, ils redoutent une forme de tutelle. La question n'est plus celle du contrôle de légalité, mais celle d'une intrusion dans les choix politiques locaux.

Cette logique de « *recentralisation* », dénoncent les associations, se retrouve sur le terrain financier. Le texte consacre un rôle accru du préfet dans la répartition des enveloppes, en s'appuyant sur une multiplication de contrats entre l'État et les collectivités (État-Région, État-Département, État-intercommunalité). Ces contrats sont présentés comme des outils de partenariat et de co-construction des politiques publiques. Cependant certains élus pointent l'asymétrie du rapport de force : lorsque l'accès aux crédits dépend de la signature d'un contrat, la liberté de refuser devient théorique. Le risque est celui d'un « *fléchage* » des financements en fonction des priorités nationales, au détriment de l'autonomie de programmation des territoires.

Le volet normatif, lui aussi, cristallise les critiques. Le gouvernement met en avant l'élargissement des possibilités de dérogation aux normes, synonyme, selon lui, de souplesse pour les territoires. Là encore, c'est le préfet qui serait le pivot du dispositif, autorisant ou non les adaptations locales. Pour l'AMF et l'ADF, ce schéma reste vertical : les élus locaux ne veulent pas dépendre d'une permission ►

de l'État pour adapter les règles aux réalités de terrain. Ils plaident pour un véritable renforcement du pouvoir réglementaire local, considérant que quarante ans de décentralisation n'ont pas encore pleinement abouti à une capacité normative assumée par les collectivités.

En filigrane, les associations d'élus dénoncent un changement d'équilibre institutionnel. À leurs yeux, le texte consacre un pilotage renforcé par l'État, tandis que les collectivités se voient cantonnées à un rôle d'exécutants des politiques décidées ailleurs. D'où leur appel à « *remplacer la défiance par la confiance* » et à renouer avec l'esprit des grandes lois de décentralisation. Dans un contexte de fortes attentes citoyennes à l'égard de la proximité, les élus locaux défendent l'idée que la réponse ne passe pas par une sur-présence de l'État, mais par des marges de manœuvre accrues pour les territoires, tant financières que réglementaires. C'est cette bataille, éminemment politique, qui se joue derrière les débats techniques autour du futur projet de loi « *État local* ».

La cacophonie du « En même temps ». – Le texte « *État local* » porte-t-il un coup de grâce au « *grand acte de décentralisation, de clarification et de liberté locale* » promis par le gouvernement ? P'têt ben qu'oui, p'têt ben qu'non... Même à la tête de l'État, on s'y perd.

Le 16 avril dernier, cinq cents élus étaient conviés à l'Élysée pour la « Journée des maires ». Dans l'après-midi, en marge des ateliers ministériels, Françoise Gatel, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, a lâché le morceau devant la presse : les élus locaux « *ne veulent pas de décentralisation [supplémentaire]* », mais de la « *simplification pour pouvoir agir* ». Plus besoin d'un grand texte sur les compétences, donc. L'embouteillage législatif, l'absence de majorité à l'Assemblée nationale et « *l'absence de consensus entre les associations d'élus* » auraient eu raison des ambitions initiales. Quelques heures plus tard, le chef de l'État s'est exprimé devant les mêmes élus. Ton radicalement différent : Emmanuel Macron a promis « *des idées assez radicales* » sur la décentralisation dans les semaines à venir.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu, lui, a tenté de donner une cohérence à ce couac. À Marseille, le 23 avril, il a défendu une méthode : plutôt qu'une seule « *grande loi à l'ancienne* », mieux vaut « *plusieurs lois de décentralisation thématiques* ». Sur des sujets précis comme le logement, la santé... Tout de suite, le gouvernement a dégagé un texte qui vise à accélérer la production de logements en simplifiant les démarches et en renforçant... « *la décentralisation des décisions* ». Un grand acte de décentralisation version riquiqui. ■

(1). *Royaliste* n° 1312, du 3 décembre 2025.

Chimie

Fin de partie pour le nylon français

Les désastres industriels s'accumulent dans le couloir de la chimie, au sud de Lyon, sans que les pouvoirs publics s'en émeuvent vraiment.

L'entreprise française Polytechnyl (autrefois partie de Rhône-Poulenc devenu Rhodia, puis de Solvay), en redressement judiciaire depuis janvier, a été reprise pour 10,1 millions d'euros par le fonds de pension américain Lone Star le 27 avril à la barre du tribunal des affaires économiques de Lyon. Seuls les brevets et la marque Technyl sont rachetés. Les équipes commerciales et de recherche (72 personnes à Saint-Fons dans la banlieue de Lyon) sont reprises avec une garantie d'emploi d'un an. Mais il y avait encore 547 salariés, après plusieurs plans de licenciement, qui travaillaient dans deux usines, à Saint-Fons (Rhône) et à Valence (Drôme). Celles-ci ont fermé le 30 avril. Des entreprises voisines, faisant partie du même environnement économique, sont également menacées.

Il n'y aurait donc plus aucune production de nylon en France, ce polyamide qui entre dans la fabrication des collants pour femmes, des parachutes, des balles de tennis, des uniformes militaires, de vélos ultralégers, etc. Propriétaire de l'entreprise depuis cinq ans, le conglomérat belge Domo Chemicals, dont les autres implantations mondiales lui permettent de faire face à une demande en forte baisse, a donc bradé ses stocks français qui avaient pu être évalués à 17 millions d'euros, et a renoncé à des locaux et des machines encore fonctionnels faute de trésorerie et de visibilité stratégique. Aucun autre repreneur ne s'est proposé pour maintenir en activité un personnel vieillissant, effectuer les travaux de dépollution et de mise aux normes des usines. Ce sera à la collectivité nationale d'assumer les chômeurs et, beaucoup plus

tard sans doute, l'éventuelle remise en état de friches industrielles comme il y en a tant et tant dans notre pays.

Non loin de là, l'emblématique entreprise chimique Vencorex (soude, hydrogène, isocyanates...) partiellement reprise par son concurrent chinois Wanhua, a été vendue à des ferrailleurs par le même tribunal des affaires économiques de Lyon en mars dernier. Mais le ministère des Finances s'en est finalement mêlé pour promouvoir un projet d'usine chimique « *décarbonée et souveraine* », qui a pris le nom d'Exalia, sur le site de Pont-de-Chaix (Isère) grâce à des financements publics et à des porteurs de projets privés, dont la société CIC Orio... Rien ne prouve que cela aboutira puisque, par exemple, Symbio, la pépite française de l'hydrogène, licencie 350 personnes, 70 % de ses effectifs, à Saint-Fons, à cause des revirements stratégiques de Stellantis...

Les syndicats et des élus LFI n'ont pas de mots assez durs contre un patronat français qui a baissé les bras et une concurrence « *déloyale* » qui a précipité cette chute de la chimie française. Il faut dire que, depuis la cession des anciennes activités chimiques de Rhodia ex-Rhône-Poulenc à l'Allemand Hoechst puis à l'Allemand Bayer (en 2002) et le passage surprise (en 2003) sous pavillon alors canadien de l'ancien groupe Pechiney, et malgré des réorganisations successives avec la participation des pouvoirs publics, aucune industrie française du fameux « *couloir de la chimie* » (dans la vallée du Rhône, au sud de Lyon) ne fait plus le poids. Il était trop facile à un géant comme l'Allemand BASF de vendre à des prix, jugés exagérés par les observa- ►



PHOTO : DOMO CHEMICALS GMBH.

▲ Polytechnyl, filiale du groupe belge Domo Chemicals, a été reprise par un fonds de pension américain le 27 avril.

teurs, des intrants indispensables à Polytchnyl (entre autres manœuvres supposées de déstabilisation ; voir l'enquête très convaincante de Médiapart à ce sujet (1)... Même sans cela, le contexte de guerre en Iran obscurcit toute prévision pour une industrie dépendante du pétrole.

Il se trouve qu'à Saint-Fons, et ailleurs, il y a des riverains pour s'en réjouir, ainsi qu'on peut le constater sur les réseaux sociaux. Il n'y aura plus de travail c'est vrai, mais les mauvaises odeurs et les risques d'accidents s'éloignent également, sans parler d'une population ouvrière qui vote LFI... Mais alors il ne faut pas espérer une réindustrialisation. ■

PAUL CHASSARD.

(1). <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/240426/derriere-la-faillite-de-polytechnyl-les-manoeuvres-de-basf-pour-assurer-son-monopole?shem=dsdf.sharefoc.agadiscoverdsh/x/discover/m/1/4>

Sur le front paysan

Entrée en vigueur du mauvais traité

Sans attendre le résultat du recours juridictionnel du Parlement européen contre l'accord négocié entre la Commission européenne et les pays du Mercosur, celui-ci est entré en vigueur depuis le 1^{er} mai. Un accord contesté par toutes les organisations agricoles françaises mais plébiscité par Ursula von der Leyen, l'Allemagne et l'Espagne. Le résultat du recours des parlementaires européens devant la Cour de justice de l'UE (CJUE) pourrait mettre plus d'un an à être connu.

Pour justifier sa décision, Bruxelles met évidemment en avant ce qui l'arrange. Et, en premier lieu, le fait que cette mise en œuvre anticipée profite dès maintenant aux exportateurs européens. Comme par hasard, c'est l'exemple de l'automobile qui est mis en avant, les véhicules électriques ou hybrides européens voyant leurs droits de douane réduits d'un tiers et les véhicules thermiques de moitié. À qui profite d'abord cet avantage ? Bien sûr à l'Allemagne qui a applaudi des deux mains le coup de force de la Commission. Quant à l'abaissement tout aussi significatif des droits sur les produits agricoles sud-américains qui entrent en Europe, on n'en trouve nulle trace dans les documents de propagande diffusés par les équipes d'Ursula von der Leyen.

Si Paris a depuis longtemps lâché l'affaire, d'autres gouvernements, plus courageux, n'entendent pas en rester là. Ainsi la Pologne a-t-elle récemment décidé de déposer un recours devant la CJUE pour obtenir l'annulation de la mise en œuvre anticipée du traité. Soumis à une forte pression de ses syndicats agricoles, le gouvernement de

Varsovie, par la voix de son vice-Premier ministre, Władysław Kosiniak-Kamysz, a déclaré que les fameuses clauses de sauvegarde obtenues de Bruxelles sont largement inopérantes et que « la sécurité alimentaire, la sécurité des consommateurs et la protection de notre propre marché sont menacées ». À cela s'ajoutent les protestations émises par la plupart des groupes représentés au Parlement européen, certains eurodéputés n'hésitant pas à qualifier l'entrée en vigueur provisoire du traité de « forfaiture » et menaçant la Commission d'une nouvelle motion de censure. La bataille contre le

mauvais traité n'est donc pas terminée.

Dans le même temps, une étude économique commandée par Climate Action Network Europe estime que la baisse des prix consécutive à l'entrée en vigueur de cet accord de libre-échange « pourrait plonger des milliers d'exploitations dans une situation de vulnérabilité économique ». Selon les rédacteurs de cette étude, 4,3 % des exploitations du secteur bovin non laitier européen seraient menacées, notamment aux Pays-Bas, en Espagne et en Autriche. ■

JEAN BONGRAIN.

La Quinzaine en France

■ **Dérèpages.** – Croissance nulle au 1^{er} trimestre, redémarrage de l'inflation (la hausse des prix a déjà atteint les 2 % fin avril et pourrait atteindre 3, voire 4 % selon certains experts sur l'ensemble de l'année) : les mauvaises nouvelles s'accumulent pour l'économie française. À Bercy, on craint que le deuxième trimestre ne soit guère meilleur avec la poursuite probable du conflit au Proche-Orient. Les prévisions qui ont fondé le budget 2026 ne sont plus guère de mise et il serait sage d'envisager un collectif budgétaire, mais comment le faire passer sans majorité ?

■ **Pactole.** – Dans une déclaration commune diffusée le 7 mai, l'ensemble des organisations patronales a, une nouvelle fois, appelé le gouvernement à préserver les exonérations de charges sociales dans le plan d'économies de 6 milliards destinés à couvrir le coût de la guerre au Proche-Orient. Ces exonérations coûtent actuellement plus de 80 milliards par an au budget de l'État (la moitié du déficit des finances publiques) et on voit difficilement comment l'État pourrait éviter de les réduire substantiellement s'il veut tenir ses objectifs de maîtrise de la dette et d'augmentation des crédits militaires. Le Medef le sait d'ailleurs parfaitement.

■ **Budget 2027.** – Comme la préparation de la prochaine loi de finances s'annonce particulièrement difficile, les « experts » ne manquent pas pour dire au gouvernement ce qu'il doit faire ou ne pas faire. Parmi ces « experts », le patron du Medef, Patrick Martin, s'est fendu d'une longue lettre au Premier ministre, qui propose la mise en place d'une règle d'or interdisant à l'État de recourir au déficit pour son fonctionnement. Réponse cinglante de Sébastien Lecornu qui n'a pas manqué de rappeler qu'en cas de crise, cette fameuse « règle d'or » aurait pour seul effet d'augmenter les impôts sur les ménages et les entreprises ! Silence gêné du Medef.

■ **Automobile.** – Sous l'effet de la crise au Proche-Orient et de la crainte d'une pénurie durable de carburant, les changements

en cours dans le marché de l'automobile s'accroissent : 28 % des véhicules neufs vendus en France depuis le 1^{er} janvier sont 100 % électriques. Les véhicules hybrides ont représenté 51 % des immatriculations au premier trimestre, et les véhicules thermiques, seulement 17 %.

■ **Recyclage.** – Le géant français du traitement des déchets Derichebourg poursuit sa progression. Il va racheter au chinois Chiho Environmental Group sa filiale allemande Scholz Recycling. Celle-ci emploie 3 500 salariés sur 180 sites en Allemagne et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est pour 1,6 milliard d'euros de chiffre d'affaires qui s'ajouteront aux 3,3 milliards de chiffres d'affaires que réalisent les 5 393 employés actuels de Derichebourg.

■ **Avion de combat.** – Emmanuel Macron et Friedrich Merz ne se résignent pas (encore) à la mort du programme Scaf d'avions de combat du futur, empêtré depuis de longs mois dans les querelles entre Dassault et ses homologues allemands. Deux médiateurs ont été désignés pour trouver dans un délai bref une voie de sortie autre que l'abandon du projet. Maigre consolation : le projet concurrent porté par le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie, auquel l'Allemagne envisageait de se rallier, n'est pas en meilleure posture et les industriels anglais envisagent de tout arrêter pour se tourner vers... les États-Unis.

YVONNE CHASSARD.





Chronique internationale

La drôle de guerre

par Yves La Marck.

Les raisons pour lesquelles le conflit israélo-américano-iranien n'a pas dégénéré en guerre mondiale doivent aider à préparer les conflits qui pourraient impliquer la France à l'avenir malgré la ligne Maginot de son parapluie nucléaire.

Parmi les questions suscitées par la troisième guerre du Golfe, figure celle de savoir pourquoi elle ne s'est pas étendue à d'autres acteurs extérieurs. L'Europe a décidé que ce n'était pas sa guerre. À plusieurs reprises, elle s'est trouvée à la lisière de la forêt, pour reprendre l'analogie avec *Un balcon en forêt* de Julien Gracq, l'un des plus beaux témoignages sur la drôle de guerre (septembre 1939-mai 1940). La France et le Royaume-Uni se sont ainsi retrouvés à éviter les drones et les missiles qui s'abattaient sur les Émirats arabes unis ou le sultanat d'Oman. Paris a dépêché le groupe aéronaval Charles-de-Gaulle en Méditerranée, en *stand-by* pendant deux mois, avant de le faire rejoindre la mer Rouge par le canal de Suez puis le golfe d'Aden *via* Djibouti, sans qu'il soit destiné à intervenir.

L'Iran seul. – Si l'on ne peut donc pas parler de « coalition » comme lors des deux précédentes guerres en Irak ou contre l'État islamique, il n'y a pas non plus de solidarité dans l'autre sens. Pékin et Moscou reçoivent des envoyés diplomatiques iraniens, fournissent discrètement des renseignements, voire plus ; ils n'honorent

pas à ce stade les accords de coopération militaire ou économique qu'ils avaient signés avec Téhéran. L'Iran a beau être membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), de l'Organisation de coopération islamique (OCI), des BRICS, personne ne semble avoir bougé : l'Assemblée générale des Nations unies n'a pas été saisie contrairement à ce qu'il en a été pour l'Ukraine. Où est le « Sud global » ? Seul le Pakistan a sauvé l'honneur en proposant sa médiation. Chacun attend de voir. Pourquoi en rester là ?

Le blocus du détroit d'Ormuz nous rappelle le rôle joué par la puissance maritime dans une hypothèse de guerre mondiale.

Moscou et Pékin veulent ménager Donald Trump. Ils marquent des lignes rouges, mais ils préfèrent laisser faire, en le regardant s'épuiser, en anticipant les lendemains, une phase deux ou trois, ou sinon préserver l'avenir. On pourrait imaginer qu'ils lui rendent la vie difficile en créant des tensions ici ou là pour diviser les forces américaines. Une percée en Ukraine ? Un

▲ **Les empires** se caractérisent plus par un souci défensif que par la volonté de se surpasser l'un l'autre dans une course d'*hubris*.

blocus de Taïwan ? En réalité, les deux pays ne disposent pas de beaucoup d'options. Leur capacité de nuisance est réduite. Or ce n'est que lorsque l'on peut lier plusieurs conflits à la fois que la possibilité ou la probabilité d'une guerre générale augmente. Il y a risque de conflit mondial si les guerres limitées deviennent interconnectées. C'est ce que redoutait par exemple le général de Gaulle le 10 août 1967 dans une allocution unique en son genre puisque au milieu de l'été, pour mettre en garde contre une relation entre l'intensification de la guerre au Vietnam et au Proche-Orient, celle des Six Jours qui avait procuré à Israël sa forme actuelle. Des tentatives de marchandage entre la guerre en Ukraine et celle en Iran, si elles ont existé, ne mènent à rien. L'intervention du Pakistan n'est pas sans rétroagir sur ses relations entre l'Inde et la Chine.

Le choc des empires. – Il y a une pléthore de conflits limités dans ce monde qui sont destinés à le rester. Le pape François avait popularisé l'idée d'une « guerre mondiale par morceaux ». Si jamais de tels conflits dégénèrent, ce n'est pas de leur propre chef, mais parce qu'ils se situent au point de rencontre de deux ou plusieurs « impérialismes ». La tendance récente des commentateurs de revenir à cette explication du choc des empires se substituant au fameux « choc des civilisations », les empires incarnant par ailleurs des civilisations, fait

revivre une vision très datée fin XIX^e siècle qui a servi pour expliquer les deux guerres mondiales souvent considérées comme une seule et même guerre de Trente Ans. Certains ont vu dans la Guerre froide une prolongation de celle-ci, comptée comme une troisième guerre mondiale. Après 1990, il avait été question d'une quatrième guerre mondiale avec l'islamisme, dans laquelle depuis 1979 on pouvait déjà reconnaître la République islamique d'Iran (Khomeini est mort en 1989).

La situation actuelle est principalement marquée par la volonté de sortir du cadre post-1945. L'attente d'une nouvelle architecture ouvre une longue période de transition qui peut, comme toutes les transitions entre deux systèmes, créer un moment de fragilité et d'incertitude, voire de chaos. Lesdits empires se caractérisent plus par un souci défensif, un repli sur leurs frontières naturelles, que par la volonté de se surpasser l'un l'autre dans une course d'*hubris*. Les revendications territoriales à leurs périphéries ne vont pas jusqu'à risquer une guerre généralisée en s'en prenant frontalement à un autre « empire » ou groupe d'empires. On peut en discuter dans le cas de l'Ukraine, s'il ne s'agit que des provinces de l'Est, ou de tout le pays, ou de l'Europe entière en tant que telle. Ou, pour les États-Unis, du retour de la focale sur l'hémisphère occidental (les Amériques, y compris le Groenland). Il n'y aurait de risque de guerre mondiale que si deux empires s'en prenaient directement l'un à l'autre, comme dans le cas des missiles de Cuba en 1962, ou ce qui a pu être déduit de l'élargissement de l'OTAN aux frontières de la Russie en 1997.

Terre et Mer. – Le blocus du détroit d'Ormuz nous rappelle le rôle joué par la puissance maritime dans une hypothèse de guerre mondiale. Ce n'est pas par hasard qu'Ormuz figure comme pièce centrale du dernier tome du *Secret de l'Espadon* (Blake et Mortimer), au cœur de la Seconde Guerre mondiale, avec le despote asiatique, maître du monde. L'issue des guerres balkaniques en 1913 avait concentré les enjeux sur Constantinople et le détroit du Bosphore revendiqué par la Russie tsariste. Le fiasco de l'opération des Dardanelles en 1915 évoque presque trait pour trait ce qui serait une tentative de débarquement au bas des falaises rocheuses qui dominent le détroit d'Ormuz côté iranien. En 1940, le sort de l'Angleterre s'est joué sur la Manche, ainsi qu'en juin 1944.

Le troisième exemple auquel plusieurs historiens britanniques se sont référés à propos d'Ormuz, c'est le précédent de l'expédition franco-anglaise alliée à Israël pour reprendre en novembre 1956 le canal de Suez nationalisé par Nasser. Un quatrième cas de figure serait le blocus du détroit de Malacca pour asphyxier la Chine et, à plus long terme, le contrôle des routes de l'Arctique en territoire russe. Si les conflits terrestres s'enterrent pour durer sur des lignes gelées (comme en Ukraine après quatre

ans), la puissance maritime se traduit par une demande de forte mobilité entre divers théâtres éloignés d'opérations comme l'a illustré le ballet des porte-avions américains d'un bout à l'autre du globe, propice à une mondialisation du conflit. Ce n'est rien encore comparé à la guerre spatiale.

Les considérations qui précèdent sont rationnelles. Le déclenchement d'une guerre, son déroulement et son achèvement sont parfois tout sauf rationnels. La guerre, y compris mondiale, demeure le fait des hommes. Si donc l'on peut exclure certains enjeux comme insuffisants pour provoquer une guerre générale, il serait présomptueux de les reléguer dans l'ombre quand leur valeur humaine est si prégnante. On

comprend bien les arguments de Frédéric Encel (1) qui rejette l'idée trop communément colportée d'une guerre mondiale quasi métaphysique autour de Jérusalem. Le monde contemporain séculier n'a aucune raison de se battre pour Jérusalem, et pourtant ! Dans un message exceptionnel, le 23 avril dernier, le patriarche latin de Jérusalem a bien montré combien la Terre sainte est affectée par le « *changement de paradigme* » qui concerne la région et le monde entier depuis le 7 octobre 2023. ■

(À suivre au prochain numéro)

(1). Frédéric Encel, *La guerre mondiale n'aura pas lieu. Les raisons géopolitiques d'espérer*, Odile Jacob, mars 2025.

Royaume-Uni

Un système politique ébranlé

Les partis de gouvernement sortent affaiblis des élections locales et régionales au Royaume-Uni, faute d'avoir su réviser leur logiciel idéologique.

Le jeudi 7 mai, les Écossais et les Gallois étaient appelés à renouveler leurs assemblées provinciales et les Anglais devaient élire 5 000 conseillers municipaux. On s'attendait à un moment difficile pour les travaillistes et c'est bien ce qui est arrivé. En Angleterre, ils perdent plus de 900 sièges. À l'inverse, Reform UK n'avait que deux sièges dans les assemblées communales, il en possède désormais 1 264. En Écosse et au Pays de Galles, les deux partis nationalistes l'ont emporté sans pouvoir obtenir de majorité absolue. Mais dans les deux cas, les travaillistes ont subi un désastre, troisièmes derrière les nationalistes et, phénomène nouveau, derrière les partisans de Nigel Farage, qui émergent pour la première fois

dans ces deux assemblées. En Écosse, il existe désormais, grâce à l'apport des écologistes, une majorité indépendantiste. Mais le SNP (Parti national écossais) a reculé en voix et celles-ci expriment peut-être plus un refus de la politique travailliste qu'un appui à l'indépendance. C'est encore plus vrai au Pays de Galles, où les enquêtes d'opinion montrent que l'indépendance ne rallie que 35 % des sondés. Les conservateurs perdent 500 sièges en Angleterre et stagnent ailleurs. Si on ajoute une percée relative des écologistes, on assiste à un recul des partis dits de gouvernement. Quant aux Libéraux-démocrates, ils se maintiennent dans l'ensemble.

Comment peut-on expliquer cette situation ? L'examen de l'évolution électorale du nord de l'Angleterre depuis 2016 peut en partie nous éclairer. Terre travailliste de longue date, elle soutient le Brexit en 2016 (71 % des suffrages exprimés à Birmingham). Aux élections à la Chambre des communes de 2019, elle apporte son soutien à Boris Johnson puis, déçue par Rishi Sunak, elle se tourne vers les travaillistes en 2024. Perdant ses illusions, elle vote Reform UK le 7 mai dernier. En fin de compte, l'incapacité tant du parti travailliste que des conservateurs à revenir sur le tournant li- ▶



SOURCE: WIKIMÉDIA. PHOTO: OWAIN DAVIES.

▲ Nigel Farage et son parti Reform UK continuent de bouleverser l'échiquier politique britannique.

béral initié par Margaret Thatcher en 1979 et assumé par Tony Blair et Anthony Giddens à partir de 1997 est en partie responsable de ces revirements. Les travaillistes ne sont pas parvenus à endiguer les inégalités ni à s'attaquer à la crise du système de santé. Les deux grands partis n'ont pas su répondre au rejet de l'immigration par une partie de la population. Certes, le communautarisme est un danger pour la cohésion sociale. Mais non, les immigrés et les demandeurs d'asile ne ruinent pas le système de santé britannique. Ils sont même souvent indispensables à sa survie. En définitive, les deux partis n'ont pas su tirer les leçons du Brexit.

Que réserve l'avenir ? Lors des prochaines élections à la Chambre des communes, *a priori* en 2029, le scrutin uninominal à un tour pourrait endiguer une éventuelle poussée de Reform UK. Le plus probable serait une Chambre sans majorité claire. Ce serait un tournant dans la vie politique britannique. Cependant, la question centrale n'est pas de savoir si Keir Starmer doit rester Premier ministre, mais si les travaillistes et les conservateurs seront à même de réviser leur logiciel idéologique d'ici 2029. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Croque-mitaine

Une rencontre Aoun-Netanyahou ? Après deux séances au Département d'État à Washington au niveau des ambassadeurs – Israël et Liban aux États-Unis – les 14 et 23 avril, une session entre délégations techniques a eu lieu les 14 et 15 mai. Mais l'ambassade américaine au Liban le répète depuis fin avril : une rencontre directe entre le président libanais et le Premier ministre israélien est inéluctable, « *facilitée* » par le président Trump. Joseph Aoun à Washington, autant dire à Canossa, s'humilier en public devant l'Empereur, passer sous les fourches caudines de la quatrième Rome, ce serait pire qu'avec Zelensky. « *Cela ne l'engagerait rien* », affirme au contraire l'ambassadeur Michel Issa, d'origine libanaise, ayant fait fortune aux États-Unis après une formation en France à l'économie (Nanterre) et à la banque. Devenu concessionnaire de voitures, il était un partenaire régulier de golf de Donald Trump.

« *Vous ne devez pas voir cela comme une concession, mais une opportunité de présenter à Trump votre point de vue. Ensuite, de négocier avec Netanyahu, ce n'est qu'un négociateur avec qui on négocie.* » Un journaliste l'interpelle : « *Tout de même, Netanyahu ce n'est pas n'importe qui* » ; l'ambassadeur : « *Netanyahu n'est pas un croque-mitaine.* » Le mot est une traduction française par le quotidien francophone *L'Orient-Le Jour*. Le propos a été prononcé en arabe : *baebue*. Le sous-titrage en anglais avait traduit « *un monstre* ». Ce qu'une ma-



▲ *L'Orient-Le Jour* a cité l'ambassadeur des États-Unis au Liban dans son édition du 4 mai.

jeurité de gens doivent en effet penser de lui au Liban. Mais le terme arabe est plus familier. C'est le mot dont les parents se servaient pour empêcher les enfants de jouer dehors lorsque la nuit est tombée. Un autre texte écrit « *loup-garou* ».

L'idée de rencontre directe est un piège ouvert. La presse libanaise le sait : « *Beyrouth face à une équation impossible* », « *Trump et le Liban : la quadrature de l'ovale* » (référence au bureau ovale de la Maison Blanche) ; « *Face à Israël, le Liban est nu* ». Benjamin Netanyahu ne cache pas ses projets : à la chaîne américaine CBS, il explique que « *l'objectif des négociations à Washington est de voir comment travailler ensemble – militairement et politiquement – en se répartissant éventuellement les rôles entre Beyrouth et Tel-Aviv pour se débarrasser du Hezbollah* ». Les Libanais cherchent à tout prix une « *formule pour esquiver le face à face* ».

Le 4 mai, l'ambassadeur Michel Issa a répondu aux questions des journalistes à Bkerké, au siège du patriarcat maronite où il venait de présenter ses salutations au patriarche qui avait été malmené les jours précédents sur les réseaux sociaux. La chaîne libanaise de divertissement LBCI avait en effet présenté un numéro inspiré des jeux vidéo « *Angry Birds* », représentant des têtes d'oiseaux sans ailes ni pattes, l'une de celles-ci incarnant le chef du Hezbollah ; des internautes avaient répliqué sur le même registre en prenant la tête du patriarche. Celui-ci s'en était ému à la messe du dimanche 3. L'ambassadeur, lui-même de tradition maronite, s'est fait annoncer dès le lendemain. Le Liban est sous les bombes israéliennes mais le Liban continue à vivre, envers et contre tout, et à se déchirer. Les pressions américaines et israéliennes sur le président Aoun sont énormes. Le président du Parlement, le chiite Nabih Berri, est également sous pression pour qu'il se dissocie du Hezbollah. La tension est extrême. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Haïti.** – Malgré le déploiement en cours d'une nouvelle force multinationale d'interposition, la guerre des gangs continue de faire rage. Dans un communiqué publié le 14 mai, l'ONU a indiqué que 78 personnes étaient décédées dans les affrontements violents qui secouent la capitale Port-au-Prince depuis le 9 mai. 5 300 personnes – dont le personnel d'un hôpital de Médecins sans frontières – ont quant à elles été déplacées pour échapper aux tirs.

■ **République démocratique du Congo.** – Une épidémie d'Ebola s'est déclarée dans l'est du pays. L'annonce a été faite le 15 mai par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (organe de l'Union africaine). Les chiffres sont alarmants : 65 décès enregistrés pour 246 cas suspects. Les autorités locales craignent l'absence de réponse médicale adaptée en raison de l'insécurité militaire régnant dans les territoires touchés.

■ **Suisse.** – La quiétude helvète troublée par un phénomène « royal » ? La presse nationale et internationale se fait l'écho de l'inquiétude nourrie par les autorités à l'égard de Jonas Lauwiner, autoproclamé « *roi de Suisse* », qui a acquis 12 hectares – comprenant des routes et sites stratégiques – en toute légalité et sans dépenser un franc. Plusieurs cantons envisagent de modifier leur législation pour freiner l'expansion de son « *empire* ».

■ **Thaïlande.** – Des centaines de partisans ont accueilli, le 11 mai, l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra à la sortie de la prison où il était incarcéré depuis septembre 2025 pour des faits de corruption. Âgé de 76 ans, il demeure une figure clivante de la vie politique. Sa libération, une fois passée une probation de quatre mois sous bracelet électronique, ouvre la voie à un possible retour en politique, sur lequel l'intéressé reste pour l'heure énigmatique.

CASIMIR MAZET.



Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise un cycle de conférences auxquelles participent des personnalités politiques ou du monde intellectuel. Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande à lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr) Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : <https://www.archivesroyalistes.org/-Les-Mercredis-de-la-NAR-92->.

■ Mercredi 20 mai

Conférence de Loris Chavanette, historien, sur le thème « Femmes en révolution ».



Loris Chavanette, enseigne la Révolution française à l'Institut catholique de Paris. Il est notamment l'auteur de *Quatre-vingt-quinze. La Terreur en procès* (CNRS Éditions, 2017), *Danton et Robespierre* (Passés composés, 2021) et *Le 14 juillet de Mirabeau* (Tallandier 2023).

Loris Chavanette présentera son récent livre *Les Femmes entrent en Révolution* (Tallandier, février 2026).

■ Mercredi 27 mai

Conférence de Benoist Bihan, historien, sur la pensée stratégique d'Alexandre Svetchine.



Spécialiste des questions stratégiques, Benoist Bihan est directeur des études du Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI). Il a publié : *La Guerre, la penser, la faire* (JC Godefroy, juin 2020); avec Jean Lopez, *Conduire la guerre* (Perrin, janvier 2023), *Les Opérations de la Seconde Guerre mondiale* (Perrin, 2024).

Benoist Bihan présentera la traduction française du livre d'Alexandre Svetchine, *Strategiia* (Perrin, mars 2026).

■ Mercredi 3 juin

Conférence de Lucien Jaume, philosophe et historien, sur le thème « La vraie nature du fascisme ».

Philosophe, historien, Lucien Jaume est directeur de recherche émérite au CNRS et il enseigne à Science Po et à l'Institut catholique de Paris. Il a publié : *Qu'est-ce que l'esprit européen?* (Flammarion, 2010), *Le Religieux et le Politique dans la Révolution française?* (PUF, 2015), *L'Éternel défi. L'État et les religions en France* (Tallandier, 2022).



Lucien Jaume présentera *La Vraie nature du fascisme* (Tallandier, mai 2026).

■ Mercredi 10 juin

Conférence d'Alya Aglan sur la vie et l'œuvre de Marc Bloch.



Alya Aglan enseigne l'histoire contemporaine à l'université Panthéon-Sorbonne. Spécialiste du XX^e siècle et de la Seconde Guerre mondiale, elle a publié : *La France à l'envers. La guerre de Vichy* (Gallimard, 2020), *Zemmour contre l'Histoire* (Gallimard, 2022), *Anthologie de l'humour résistant* (Gallimard, 2023),

Alya Aglan présentera son livre *La Double Mort de Marc Bloch* (Flammarion, mars 2026).



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www.archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contacts :
lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Frédéric Aimard, Loïc de Bentzmann, Éric Cézembre, Denis Cribier, Dominique Decherf, Jacques Dorémieux, François-Marlin Fleutot, François Gerlotto, DJ Heller, Léon Letellier, Hubert de Marans, Casimir Mazet, Marc Sévrien, Alain Solari, Indiana Sullivan.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

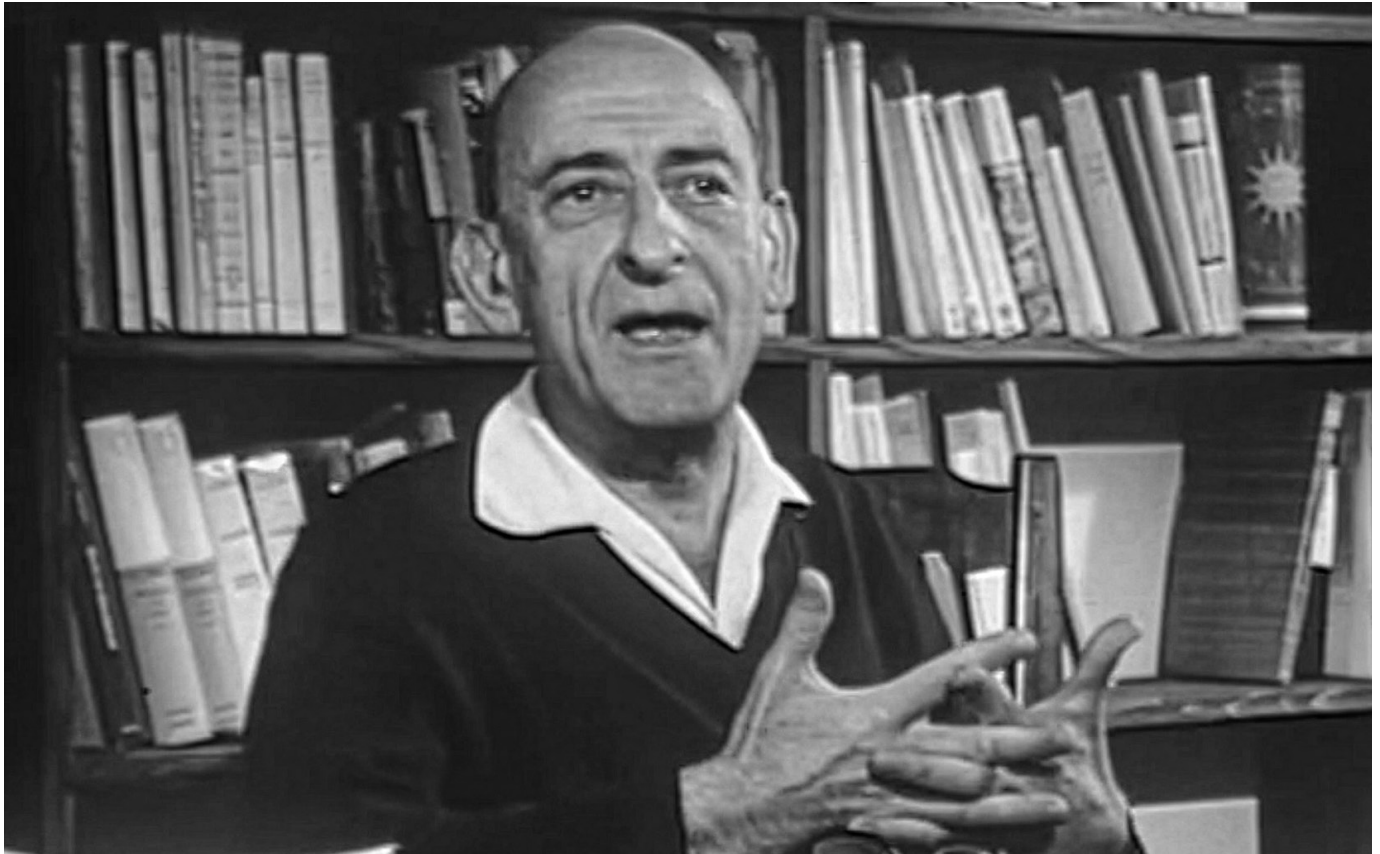
Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».



Panorama international

Les experts dans l'impasse

par Dominique Decherf.

« *Aron, reviens !* » Raymond Aron, qui a dominé la discipline des relations internationales en France pendant près d'un demi-siècle, nous manque. Il n'a pas été remplacé mais sa magistrature intellectuelle empêche la communauté des « experts » de penser autrement que par lui, selon lui, avec ou contre lui.

Divers rapports se lamentent périodiquement de la faiblesse des *think tanks* français par rapport à la domination des centres et instituts anglo-saxons et même allemands ou italiens. Le dernier en date (7 janvier 2026) est celui de la Cour des comptes sur le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) créé au sein du ministère des Affaires étrangères par Michel Jobert en 1974. La production de savoirs en matière de relations internationales est un facteur d'influence (*soft power*). La France est ainsi à la traîne par rapport aux modèles d'outre-Atlantique hors desquels il n'y aurait pas de salut pour les spécialistes français qui s'y forment et s'y réfèrent. Certes, Aron avait montré la voie, suivant les professeurs qu'il avait connus en Allemagne sous la république de Weimar ou dans leur exil aux États-Unis, comme Hans Morgenthau ou Leo Strauss. Ce faisant, il a imposé sa patte impériale à l'enseignement des sciences humaines à l'international, avec deux conséquences durables : le conflit des facultés et la convergence des facteurs.

Le conflit des facultés. Emprunté à Kant, ce vocable lui a permis de renverser l'ordre des disciplines magistrales, faisant prévaloir la sociologie qu'il tenait de Max Weber et dont il a tiré une philosophie de l'histoire sur les matières traditionnellement nobles qu'étaient le droit, l'histoire et la géographie.

Il faudrait donc cesser d'aroniser, se libérer des leçons magistrales de l'aronité, faire du Aron sans Aron pour pouvoir penser à neuf le prochain quart de siècle.

La convergence des facteurs. Aron a importé de l'Amérique des années cinquante la suprématie de la pensée stratégique, les concepts alors en vogue de la dissuasion nucléaire, dans le cadre de l'anticommunisme, formalisée par la célèbre formule de 1948 : « *paix impossible, guerre improbable.* » Spécialiste de Karl Marx qui l'a hanté pendant quarante ans, il n'aura pas connu la chute de l'URSS (il est décédé en 1983) qu'il avait

imaginée plus progressive sinon consensuelle, et qui l'a, comme tout le « monde libre », privé d'ennemi.

Si donc la France est pauvre en *think tanks*, c'est à cause d'abord de la statue du commandeur taillée à la mesure du penseur qu'était Raymond Aron. Aron après Aron. Aron contre Aron. On ne sort pas du cercle.

Aron après Aron. – Aron a eu des fidèles, mais finalement peu d'héritiers. Les premiers sont par définition convaincus qu'Aron « *ne peut être remplacé* » (Philippe Moreau Defarges). Pierre Hassner, Thierry de Montbrial, Dominique Moïsi, Pierre Lellouche ont tous fait du Aron sous Aron et après lui. Nicolas Baverez consacre la conclusion de sa biographie de référence (Flammarion, 1993) à « *Aron après Aron* » : « *Il peut y avoir des aroniens – héritiers lointains du courant de pensée issu de Montesquieu et de Tocqueville – mais pas d'aronisme.* » Parce que, écrivait-il, « *il ne faut pas lire Aron pour trouver l'explication miraculeuse et définitive des turbulences erratiques de l'ère post-communiste. Il faut le lire pour découvrir certaines clés d'analyse qui permettent d'en déchiffrer les logiques contradictoires.* » Il ajoutait que « *l'irruption brutale et sanglante de l'histoire au cœur de l'Europe depuis 1989 est une invitation à redécouvrir la pensée d'Aron.* » Il visait la guerre en Yougoslavie. Trente ans plus tard, le propos peut s'appliquer à la guerre en Ukraine. Or les parcours intellectuels en relations internationales se

◀ **Raymond Aron**, géant incontesté des relations internationales. Sa pensée a paradoxalement appauvri le vivier intellectuel français en enfermant les experts dans son héritage.

sont à la fois dispersés et mal concentrés. L'ambiguïté avait commencé dès Aron, qui s'était tenu en marge des institutions, et avait finalement trouvé quelque part son terrain de prédilection dans le commentaire de presse.

L'institutionnalisation sous la forme de *think tank* – l'IFRI (Institut français des relations internationales) lancé en 1979, à ce jour le premier en France (3^e ou 4^e en Europe, 16^e dans le monde après une dizaine d'américains et trois britanniques) se réclame de lui, quoiqu'il soit personnellement resté en marge. Après 1990, vu l'émergence et la multiplication de nombre d'autres centres, cercles, instituts, fondations, qualifiés de « *boîtes à idées* » (1), il semble que les termes correspondent de moins en moins à la réalité. *Tank* ne se traduit certainement pas par char d'assaut, mais par réservoir ou citerne (2); *think* devrait se traduire par pensée, alors qu'aucun savoir n'y est vraiment produit mais recyclé, appliqué aux besoins des commanditaires qui leur suggèrent des rapports et les financent. S'agissant d'« *idées* », elles ne sauraient provenir que de ceux qui, par éthique, se refusent à en prodiguer, à savoir les historiens de profession. Tout historien qui se respecte ne peut qu'être hérisé par l'idée que le passé pourrait fournir des clés pour prévoir l'avenir. Le passé explique à la rigueur le présent. Le projeter dans le futur sort du cadre de leur discipline. Appelés à anticiper 2030 ou 2050, les *think tanks*, dont c'est l'objet comme conseillers des instances décisionnaires, sont limités à la prolongation paresseuse des courbes existantes, à la reproduction des savoirs, sous réserve de légères « *corrections de trajectoires* » (Thierry de Montbrial, *La Revanche de l'histoire*, 1983, année de la mort d'Aron). Les théories de la catastrophe (« *éclairée* » selon Jean-Pierre Dupuy) sont maintenues à la périphérie comme hier les Cassandre.

Raymond Aron lui-même s'était demandé (dans son classique *Paix et guerre entre les nations*, 1957) pourquoi un « *historien, appartenant à une école traditionnelle* », Jacques Bainville, avait mieux prévu les conséquences de la paix de Versailles. Précisément parce qu'historien « *traditionnel* », non universitaire, c'est-à-dire non soumis à l'éthique de l'objectivité du « *savant* », mais averti de l'éthique de responsabilité du politique (« *vouloir les conséquences de ce que l'on veut* », dit Bainville), pour reprendre les catégories de Max Weber. Comment retrouver une telle combinaison d'idées ?

Aron contre Aron. – La « neutralité » dont se revendiquait Raymond Aron, autour duquel se nouait le « consensus »

au centre, dans le cadre d'une bipolarité assumée, méconnaissait trop, selon ses thuriféraires, les passions (Baverez), les émotions, la colère (Dominique Moïsi), aujourd'hui la fureur, la rage, la haine. Bien qu'éditorialiste (au *Figaro*), Aron évoluait toujours dans « *le cercle de la raison* » au profit d'un petit nombre d'élites. Désormais, le *think tank* n'est plus seulement le conseiller des Grands, mais est de plus en plus sollicité par les médias à destination du grand public. Il s'adapte, comme l'exercice de la diplomatie elle-même, au règne de l'opinion à la fois intérieure et extérieure. Nul autre n'a mieux analysé ce changement de « portage » sous ces deux aspects que le professeur émérite de Sciences Po, sociologue disciple de Durkheim, Bertrand Badie (ses deux derniers opus : *Pour une approche subjective des relations internationales*, Odile Jacob, 2023 ; *Par-delà la puissance et la guerre, la mystérieuse énergie sociale*, Odile Jacob, 2026). Il y a gagné sur les chaînes et les plateaux une place de contestataire affiché et commode de la pensée conforme véhiculée par les « experts », notamment ceux de l'IFRI (aujourd'hui dirigé par l'excellent Thomas Gomart, historien des relations internationales, appartenant à une nouvelle génération, né en 1973, auquel on doit *L'accélération de l'histoire. Les nœuds géostratégiques d'un monde hors de contrôle*, Tallandier, 2024, où il soulignait notamment la centralité du détroit d'Ormuz, et *Qui contrôle qui ? Les nouveaux rapports de force mondiaux*, Tallandier, 2026).

Pour compléter le tableau de la sphère « médiatique », il faut y insérer une autre école qui se revendique ouvertement « *géopolitique* », la seule voie scientifiquement consacrée par un enseignement dédié, à Paris-VIII et l'Institut français de géopolitique, à l'école d'Yves Lacoste (voir *Royaliste* n° 1323), brillamment représentée dans les médias par Frédéric Encel, qui n'hésite pas, lui, à se projeter dans l'avenir : *La Guerre mondiale n'aura pas lieu. Les raisons géopolitiques d'es-pérer*, Odile Jacob, 2025.

Géopolitique : le mot est lancé. Négatif pour Bertrand Badie, agressif du côté de la Nouvelle Droite qui, avec Carl Schmitt, s'était investie très tôt dans le post-communisme, donnant raison au premier pour les « *erreurs* » qu'il génère mais pas pour les « *illusions* » qu'il entretient. L'école allemande, la conquête des « *espaces vitaux* » (aujourd'hui on dit « *existentiels* »), le partage du monde en empires, la force faisant droit, n'avaient rencontré que la plus vive opposition de la part de la très dynamique école française de géographie, traditionnellement communiste et tiers-mondiste (avec Jean Dresch et Pierre George à Sciences Po), illustrée ensuite par Michel Foucher, spécialiste des frontières (*Conseiller le prince. À la lumière de la géographie politique*, éditions de l'Aube, 2024). Aron avait consa-

cré du temps à analyser la perspective géographique chez le Britannique Halford Mackinder qui avait théorisé lors de la Première Guerre mondiale une opposition entre « *Terre et Mer* » (reprise par Carl Schmitt), Eurasie et pourtour océanique, redécouverte par les Américains en 1943, aujourd'hui plus que jamais d'actualité, vivement contestée par Yves Lacoste (3). C'est l'élève sans doute le plus proche d'Aron, qui fut son directeur de thèse de philosophie sur « *l'essence du politique* » en 1965, Julien Freund, professeur de sociologie, spécialiste de Max Weber comme Aron, qui a exhumé Carl Schmitt de son enfer (sans être « *schmittien* », pas plus qu'Aron).

Aron sans Aron. – Qu'il faudrait donc cesser d'aroniser, se libérer des leçons magistrales de l'aronité, faire du Aron sans Aron pour pouvoir penser à neuf le prochain quart de siècle.

Il est tentant de se remémorer un passé, celui des années 1960, où les relations internationales semblaient aller de soi, n'être le souci que de peu de gens, membres ou aspirants-candidats d'un club exclusif, lecteurs privilégiés du *Monde diplomatique*, mensuel fondé en 1954, « *journal des cercles consulaires et diplomatiques* » d'Hubert Beuve-Méry, « *Sirius* », dont le « Bulletin de l'étranger », en première colonne de gauche de la première page du *Monde* quotidien, n'était pas sans évoquer la colonne de droite de la première page du quotidien *L'Action française*, signée J. B. Outre ce journalisme confidentiel, la faculté de droit ne proposait qu'une introduction plutôt floue à un hypothétique droit international public dont Suzanne Bastid-Basdevant était la grande prêtresse. Les choses ont bien évolué (4). Quel contraste avec l'actuel foisonnement quasi illimité d'institutions et de formations internationales ! Et cependant les générations nouvelles sont-elles mieux préparées au chaos du monde ?

Dans la conclusion d'un bilan passionnant de son expérience d'un demi-siècle de journaliste à l'international, sans doute le meilleur de sa génération, Pierre Haski dit attendre pour ce nouveau monde moins des héros que des « *idées neuves* », des « *approches alternatives* » (5). Il se peut cependant que les deux aillent de pair. ■

(1). Sabine Jansen, *Les Boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales en France*, Le Cerf, 2017.

(2). Albert Thibaudet, dans *Les Princes lorrains en 1924*, oppose les « *sources* » selon Barrès à la « *citerne* » version Normale sup. (et Jaurès).

(3). « Le pivot géographique de l'histoire. Une lecture critique », *Hérodote*, « la géopolitique des géopolitiques », n°s 146-147, 3^e-4^e trimestres 2012.

(4). Professeur de droit international, Serge Sur a créé à Panthéon-Assas en 1999 le Centre Thucydide, référence au commentaire aronien de *La Guerre du Péloponnèse*, dirigé depuis 2022 par Jean-Vincent Ho-leindre qui s'en revendique.

(5). Pierre Haski, *La Fin d'un monde*, Stock, 2026.



Philosophie politique

La République contre les Empires

par Bertrand Renouvin.

Le 11 avril au palais du Luxembourg, se tenait un colloque consacré à l'œuvre de Blandine Kriegel. Avant les tables rondes de l'après-midi – l'une sur les questions éthiques, l'autre sur la République et l'Empire –, plusieurs universitaires ont livré leurs réflexions sur la généalogie de la République.

Avant que le doyen François Guéry ne retrace l'itinéraire intellectuel de Blandine Kriegel, Arnaud Benedetti, directeur de *La Nouvelle Revue politique*, avait exprimé l'intention de l'éminente chercheuse : « *Interroger le présent dans la profondeur du temps long.* » C'est bien ainsi que nous avons saisi la démarche de celle qui venait de publier, en 1980, *L'État et les esclaves* (Calmann-Lévy). Comme le soulignait François Guéry, Blandine Kriegel a réhabilité l'État contre les pensées dominantes, marxiste puis libérale-libertaire, et redécouvert l'État de droit. Non l'État faible qui accepte la revendication de toutes sortes de droits « *sociétaux* », tel qu'il est aujourd'hui compris. Non l'État du droit du plus fort, dans lequel le détenteur du pouvoir détient le *jus vitae necisque* – le droit de vie et de mort. Mais l'État qui pose l'égalité de tous les hommes et qui protège les citoyens en leur garantissant la paix, qui est son premier souci politique.

Que cet État soit République relève de la fausse évidence, évoquée dans le discours emphatique sur les « valeurs ». Or la République n'est pas un composé de

valeurs mais l'expression rigoureuse d'une logique politique qui procède d'un corps de principes. La raison d'être de la République, c'est son opposition à l'Empire. L'opposition entre la république et la monarchie a été l'effet de la contingence en 1792 et elle s'est prolongée dans les esprits jusqu'à nos jours sans qu'on tienne compte de la réalité monarchique et républicaine de la V^e République dans sa conception gaullienne. Surtout, l'histoire politique et celle de la philosophie politique établissent que la République se définit depuis l'Antiquité comme le gouvernement qui vise l'intérêt général selon les principes de liberté et d'égalité.

La République n'est pas un composé de valeurs mais l'expression rigoureuse d'une logique politique qui procède d'un corps de principes.

L'apport inestimable de Blandine Kriegel, c'est la généalogie de la République (1) qu'elle rétablit dans le droit fil de l'histoire savante : celle d'Athènes, de la République romaine, des républiques de cités médiévales, de Florence, du Parti des

politiques et du « *moment hollandais* », des *Six livres de la République* et de la postérité du concept de souveraineté. Jean Bodin n'annonce pas l'absolutisme : il inspire Montesquieu, l'école française du service public et la pensée gaullienne.

De solides communications ont permis d'illustrer plusieurs moments de cette généalogie, qui nourrissent toujours notre imaginaire politique. Autrice d'un ouvrage magistral sur la *Res publica* (2), Claudia Moatti a rappelé que le mot désigne la communauté romaine, en opposition à l'Empire. C'est à l'origine une notion indéterminée : la *res*, c'est l'affaire en partage ou en litige entre les citoyens. Puis s'établit la dualité entre les magistrats et la plèbe – ce qui est unique dans les sociétés méditerranéennes de l'époque – et le peuple en vient à être conçu comme la source du pouvoir. À la fin de la République, Cicéron définira le peuple comme une multitude réunie par le lien juridique et par la communauté d'intérêts. En des termes qui éclairent notre actualité, Claudia Moatti souligne que la crise de la République romaine a été provoquée par l'incapacité de l'élite à penser le conflit et à tolérer les réformes.

Alexandre Grandazzi s'est quant à lui interrogé sur les causes de la crise de la République romaine, qui a tout de même existé pendant un demi-millénaire et qui se conçoit à l'origine comme le négatif de la monarchie, avec des consuls élus pour un an par le peuple et confirmés par le Sénat. L'ancienne Rome a fait rêver les « *républicains de collège* » du XVIII^e siècle. Or les consuls sont des rois temporaires et la *Respublica* n'a pas de constitution écrite mais trois lois fondamentales : la division

◀ **Blandine Kriegel** a réhabilité l'État contre les pensées dominantes, marxiste, puis libéral-libertaire.

du pouvoir, l'élection annuelle et la sacralité des rites qui jouent un rôle normatif. La dynamique politique ne saurait être ignorée. Alors que la royauté avait été plutôt favorable au peuple, la *Respublica* donne le pouvoir à quelques grandes familles qui constituent une oligarchie – dont les excès provoquent la sécession de la plèbe. La République romaine, dit encore Alexandre Grandazzi, est un impérialisme qui permet la redistribution des terres... tant qu'il y a des conquêtes. Esclavagiste, viriliste et corrompue, la République romaine connaît surtout les rapports de force qui dégénèrent en conflits violents. La solution autoritaire en vient à être souhaitée, sur fond de menaces extérieures...

Évoquées par Stéphane Toussaint, Yves Sintomer et Émilie Sérès, les Républiques de Florence ne sont pas moins remarquables. La République est conçue en opposition à la tyrannie, mais son concept connaît des mutations fondées sur la diversité des références. Leonardo Bruni invoque une nouvelle Rome dans laquelle le pouvoir repose sur un principe de consentement. Le platonicien Marsile Ficin voudrait une nouvelle Athènes harmonieuse, fondée sur des citoyens regardés comme des « pierres vivantes » et savantes, réunis par une même exigence de justice. Savonarole prêche la nouvelle Jérusalem et formera le projet d'un conseil législatif élargi, le Conciliare largo. La commune de Florence est en fait administrée par un conseil qui est la commune elle-même par fusion de la représentation et de l'identité. La République florentine vivra au rythme de ses conflits, entre aspirations démocratiques et pouvoir aristocratique, qui lui donnent sa force et provoqueront sa fin.

Étudiant le moment machiavélien, Myriam-Isabelle Ducrocq montre comment Florence est reliée à la révolution américaine par le biais de l'Angleterre, où le Secrétaire florentin a rencontré un écho considérable, plus particulièrement chez Cromwell. La tension machiavélienne entre la Vertu et la Fortune, entre la vie civique et le commerce, est au cœur de la pensée américaine, qui pourtant privilégie dans son imaginaire la tradition puritaine et le libéralisme selon John Locke. En France, le courant républicain n'est pas machiavélien. Contre la solution du « Prince » chef de guerre ou podestat sans scrupules, Jean Bodin inscrit la souveraineté dans le projet de paix civile et met la puissance du pouvoir au service de la loi.

Avec Blandine Kriegel, continuons de penser et de vouloir la République. ■

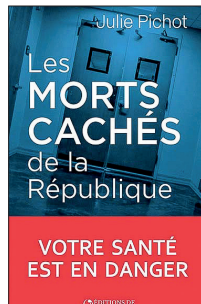
(1) Les nombreux articles que j'ai consacrés à l'œuvre de Blandine Kriegel sont repris sur mon blog.

(2) cf. Claudia Moatti, *Res publica, Histoire romaine de la chose publique*, Fayard, 2018, ouvrage présenté sur mon blog.

Santé publique

Morts sans ordonnance

Les Morts cachés de la République,
par Julie Pichot,
Éd. de l'Observatoire, mars 2026.



Nous avons tous pu faire le constat de l'état désastreux du système de santé français, pourtant classé, à la fin du XX^e siècle, dans les cinq premiers au monde pour la qualité de l'ensemble de son personnel soignant, de son maillage territorial et pour la modernité de ses équipements. Journaliste d'investigation spécialiste des questions de santé, Julie Pichot nous livre une enquête complète et structurée sur celui-ci et dresse un effrayant état des lieux.

En 11 chapitres, nous visitons l'Ariège, la Drôme, la Sarthe, le Val-de-Marne, l'Alsace ainsi que l'Île-de-France. Nous y constatons l'état de quasi-ruine de multiples services ou spécialités médicales tels que les maternités, la pédiatrie, les urgences, la psychiatrie en passant par AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), ainsi que la réalité des déserts médicaux où certains médecins consultent encore à 70, voire 80 ans.

En s'attardant, sans pathos excessif, sur l'aspect humain (patients et leurs proches et toute la chaîne des soignants) des innombrables tragédies de ces dernières années qui sont imputables à ce démantèlement, cet ouvrage fait naître une douloureuse compassion qui fait se nouer la gorge.

Le chapitre IX traite de l'origine du mal et fait mesurer la nocivité de chacune des décisions politiques prises et mises en œuvre depuis la fin des années soixante-dix jusqu'à nos jours, par la loi du 6 juillet 1979 instaurant le *numerus clausus*. Cette loi, portée par Jacques Barrot, ministre de la Santé de Raymond Barre sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, s'inspire clairement de l'idéologie néolibérale naissante véhiculée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher et axée sur un « marché » divinisé et la politique de l'offre. Cette dernière considère que moins il y a de médecins, moins il y a de consultations et de prescriptions et donc moins il y a de remboursements par la Sécurité sociale. Élargie aux pharmaciens et à la maïeutique (sage-femmes), cette loi faisait ainsi délibérément l'impasse sur les données démographiques du *baby-boom* de l'après-guerre, pourtant déjà connues à l'époque. Et c'est ainsi que l'on passe de 8 500 médecins formés chaque année jusqu'en 1978 à 5 000 en 1984 et 3 500 en 1993, promo-

tions qui ont aujourd'hui entre 55 et 60 ans et ne trouvent pas de jeunes médecins pour prendre le relais.

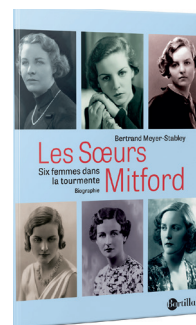
Si l'on rajoute à cette grave faute initiale « pire qu'un crime », la succession de plans « de rigueur » et « d'austérité » qui se sont enchaînés à la demande impérieuse de Bruxelles au nom des traités de l'Union européenne (ce qui, et c'est regrettable, n'est pas évoqué dans l'ouvrage...), nous avons la racine profonde de la catastrophe en cours. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Histoire

Downton Abbey, version enfer

Les Sœurs Mitford.
Six femmes dans la tourmente,
par Bertrand Meyer-Stabley,
Bartillat, février 2026.



La célèbre série allait de 1912 à 1926. Trois films nous avaient fait avancer chacun d'une année pour arriver au bord du krach de New York en 1929. La vie de château tirait à sa fin. C'était la fin d'un monde. Une nouvelle ère s'ouvrait avec les années trente qui nous amèneront à la Seconde

Guerre mondiale. Les réalisateurs y regarderont à deux fois avant d'écrire une suite. Il serait délicat d'aborder les tragédies qui allaient suivre sur le mode relativement badin des épisodes précédents. *L'Aigle et le Léopard*, d'Éric Branca (Perrin, 2023) avait déjà mis en relief l'ambiguïté des relations anglo-allemandes dans cet entre-deux-guerres marqué par l'abdication du roi Édouard VIII en 1936. Les Sœurs Mitford sont une référence obligée quant à l'attitude d'une partie de l'aristocratie britannique, parfois par pacifisme ou, dans le cas de cette famille, par séduction amoureuse, à l'égard du Troisième Reich et de son führer.

Sur six filles, la quatrième, Unity, n'avait pas dix-neuf ans lorsqu'elle s'éprit d'Adolf Hitler. Ses sentiments ne furent pas récompensés, même si on découvre un personnage singulièrement humain tel que l'auteur le montre, attentionné, souriant, complaisant, alors que ces relations entraînaient dans le dessein diplomatique précis de ne pas voir Londres intervenir dans le conflit. Unity a la possibilité d'inviter ses parents, Lord et Lady Redersdale et leur seul fils (qui cédera en Birmanie en 1944) aux grands meetings de Nuremberg ou aux Jeux olympiques de 1936, où ils la rejoignent. Elle croyait si peu à ce que l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne qu'elle tente de se suicider à Munich le 3 septembre 1939. ►

Elle survivra handicapée, recueillie par sa mère sur une île déserte écossaise jusqu'à son décès en 1948.

Une autre sœur avait, elle, été séduite par le dirigeant de l'extrême droite anglaise Oswald Mosley qu'elle épousa en secondes noces en 1936, ce qui lui valut de croupir trois ans dans une prison anglaise pendant la guerre.

Mais il reste quatre autres filles qui, elles, n'ont rien à voir avec le nazisme, bien au contraire. L'aînée sera l'éternelle amante du chef de cabinet du général de Gaulle, Gaston Palewski ; la seconde, écolo avant la lettre ; la cinquième sera membre du Parti communiste américain jusqu'en 1958 ; la benjamine, devenue duchesse de Devonshire, eut la charge de l'un des plus magnifiques Versailles anglais. Lord et Lady Redersdale ont tout de même connu onze petits-enfants de trois de leurs filles qui ont eu une descendance. Plusieurs leur survivent encore actuellement.

L'avantage d'un tel ouvrage est de réserver à chacun des personnages un traitement équivalent qui l'emporte sur les parcours individuels. L'auteur a eu le grand mérite de ne s'en tenir qu'aux faits avérés d'existences tellement romanesques que l'on pourrait rapidement perdre la perspective d'ensemble. Bien que cela eût peut-être alourdi le propos si limpide du livre, quelques éléments de contexte auraient permis de mieux contextualiser ces destins. L'Angleterre des années trente partait dans tous les sens. Parmi les élites, comme les étudiants à Cambridge, la mode était plutôt à regarder vers Moscou. ■

DOMINIQUE DECHERF.

Philosophie

Nietzsche en France

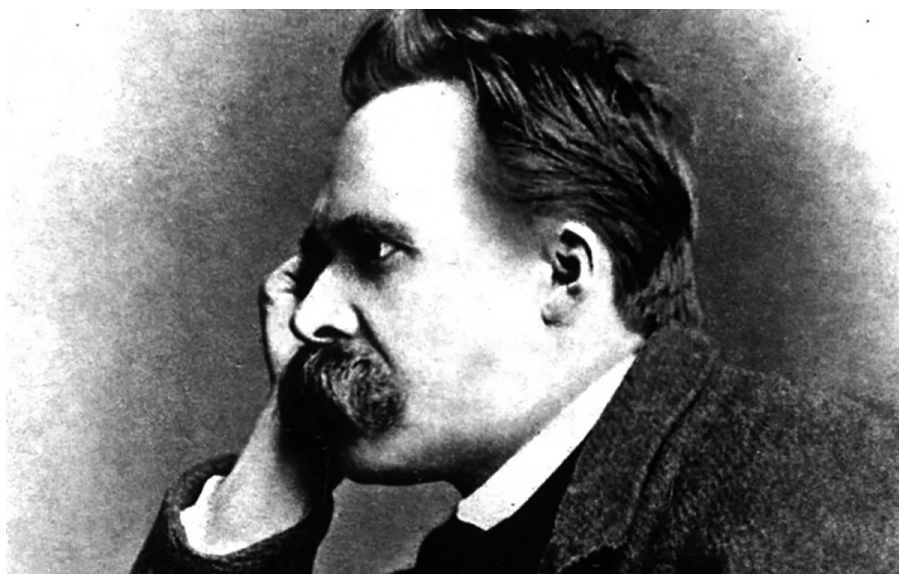
Nietzsche et la France

Sous la direction de Paolo d'Iorio, Alexandre Avril et David Simonin, CNRS Éditions, novembre 2025.



Tout au long de sa vie de penseur, Friedrich Nietzsche a regardé la France avec une attention passionnée. On a pu y voir le reflet d'un certain dépit vis-à-vis d'une Allemagne qui restait sourde à son message. Mais sa fameuse formule de 1888 « *Il est grand temps que je revienne au monde en tant que Français* » porte plus loin et c'est le mérite de cet ouvrage de montrer l'ampleur du jeu d'influences entre le penseur allemand et sa patrie de cœur.

Le philologue Nietzsche ne pouvait que se sentir chez lui dans une pensée classique française empreinte d'Antiquité. On reste,



▲ Friedrich Nietzsche, penseur passionné de la France.

à cet égard, confondu par l'ampleur de ses lectures : les moralistes – Montaigne, La Rochefoucauld, La Bruyère, Vauvenargues, Chamfort – avec lesquels les affinités sont fortes, Pascal et Descartes, qu'il range dans la catégorie des « *admirables adversaires* », Voltaire, « *l'esprit libre* », Fontenelle...

Non seulement Nietzsche lit les Français, mais il les convoque et les discute dans toute son œuvre. Chez Montaigne, il trouve une « *philosophie comme manière de vivre, énergique, savoureuse, rugueuse et soldatesque* », avec laquelle il est parfaitement à l'aise. Avec Descartes ou avec Pascal, la confrontation est loyale mais l'opposition est radicale. Nietzsche est plein d'admiration pour une littérature française qui privilégie la légèreté, la gaieté et la « *ligne claire* », et les références à Stendhal abondent dans son œuvre. Quand Beyle écrit « *Pour être un bon philosophe, il faut être sec, clair et sans illusions* », qui appelle-t-il sinon Nietzsche ?

C'est comme ami, mais aussi comme analyste que Nietzsche considère la France. N'est-elle pas le laboratoire idéal de cette crise de la pensée occidentale marquée par la « *mort de Dieu* » et l'avènement du nihilisme, dont il s'est fait l'annonciateur ? À la lecture de Paul Bourget, il s'informe des débats intellectuels qui agitent le Paris des années 1880 où s'affrontent vieux romantiques, naturalistes, symbolistes et « *décadents* ». Pour Bourget, la cause est entendue : « *Le manque d'un credo collectif, la fin des vieilles religions, la banqueroute de la science, le dilettantisme, l'attrait pour le bouddhisme... sont des phénomènes liés à l'usure psychologique, à une impuissance générale de la vie.* »

Nietzsche trouve en France la confirmation de cette maladie moderne dont il avait vu les premiers symptômes chez Wagner et Schopenhauer : le nihilisme constitue un moment de l'histoire qui sera un jour surmonté par une nouvelle forme affirmative de vie. Cette pensée libératrice peut-

elle prendre forme en France ? Il n'ira pas jusque-là et sa folie l'empêchera de poursuivre l'examen de l'expérience française.

Nietzsche ne verra d'ailleurs pas la diffusion de ses idées en France, mais quand elle se produira, elle sera fulgurante : à partir de 1892 jusqu'en 1914, une véritable folie nietzschéenne s'empare d'abord des lettres puis de la philosophie françaises ; pour autant, les traductions de ses œuvres ne suivent pas, et l'on parlera plus de Nietzsche qu'on ne le lira, ce qui ouvrira la porte à beaucoup de fausses interprétations. Son œuvre mettra d'ailleurs du temps à intéresser nos universités.

Ce ne sera qu'à partir de la fin des années 1960 que des penseurs en vue comme Foucault, Deleuze, Guattari et Lyotard adopteront, selon des thématiques d'ailleurs assez différentes, une démarche « *nietzschéenne* ». Avec Marx et Freud, Nietzsche rejoint (bien malgré lui) le groupe des « *philosophes du soupçon* » et sa critique généalogique est mise à contribution pour participer à la « *déconstruction* » de la pensée traditionnelle. Pierre-André Taguieff et Jacques Bouveresse viennent, dans deux ouvrages récents, de tirer le médiocre bilan de ce « *nietzschéisme de gauche* » qui aura finalement accouché d'un relativisme culturel peu propice à dissiper le nihilisme ambiant.

Il est dommage que l'ouvrage ne cite pas davantage les œuvres françaises qui s'inscrivent dans la « *philosophie de l'avenir* » que Nietzsche appelait de ses vœux. Certes, Albert Camus, son *Homme révolté* et sa *Pensée de midi*, sont bien évoqués. Peu de mots en revanche pour Henri Bergson et son *Évolution créatrice*, ni pour Valéry, Gide, Malraux ou Montherlant, qui furent pourtant de bons lecteurs de Nietzsche. Si c'est en France que le message de *Zarathoustra* a été le mieux reçu, il ne serait pas étonnant qu'il y ait trouvé ou y trouve un jour ses dignes continuateurs. ■

PAUL GILBERT.

DR



Par Gérard Leclerc

Régis et Sylvain, ennemis fraternels

Ce sont sans doute les rencontres les plus improbables qui sont les plus fécondes. Celle de Régis Debray et de Sylvain Tesson fait incontestablement partie de celles-ci. À l'origine, il y a d'évidence la littérature qui est leur plus sûr domaine commun. Sur France Inter, Régis Debray avait présenté un été aux auditeurs Paul Valéry, alors que l'année précédente Sylvain Tesson les avait initiés à Homère. C'est ce qui donna au premier l'envie de rencontrer le second. D'où une véritable conversation qui s'engage, soit à Paris, soit dans la campagne d'Ile-de-France où résident Régis Debray et son épouse. La conversation s'est poursuivie dans un échange épistolaire, désormais à notre disposition par la voie heureusement préservée de l'édition.

Avant de livrer mes impressions de lecteur, il me faut préciser que je connais les deux écrivains à titres divers. J'ai lu très tôt l'auteur de *Critique de la raison politique* et j'ai eu plus tard l'honneur de l'accueillir dans le château de Combours, avant de me recueillir avec lui sur la tombe de l'Enchanteur devant Saint-Malo. J'ai toujours été impressionné par sa culture, l'étendue de ses curiosités et surtout par sa sagacité, son habileté à ouvrir des chemins de discernement nécessaires. Mais sur son œuvre, Bertrand Renouvin nous a dit l'essentiel dans le précédent numéro de *Royaliste* à partir d'un récent colloque.

Quant à Sylvain Tesson, je pourrais dire que ma relation avec lui est presque d'ordre familial, son père Philippe Tesson ayant joué dans ma vie un rôle dont je lui serai toujours reconnaissant. Il me semble que j'ai rencontré Sylvain, son fils, pour la première fois dans un salon du livre au collège Stanislas. Comment n'aurais-je pas sympathisé d'emblée avec celui qui s'affirmait déjà comme écrivain de grand talent ? Je l'ai vu, la dernière fois, aux obsèques de son père à Saint-Germain-des-Prés, mais je n'ai pas voulu l'importuner sur le moment, gardant en moi la densité de l'événement et ma proximité.

J'avoue que, spontanément, je n'aurais pas imaginé ce face-à-face entre les deux écrivains qui appartenaient à des registres si différents. L'éditeur a trouvé une bonne formule, « le grimpeur et le grognard », pour signifier le contraste entre deux personnalités. Raccourci bien sûr, et qui appelle tout de suite des objections et des mises au point. Mais Olivier Frébourg, dans sa préface, élargit tout de suite les perspectives : « Deux solitudes, deux monades, deux Français libres ! L'un marqué par la manche étoilée du général de Gaulle, l'autre par la poésie romantique allemande. L'un philosophe, nostalgique ardent d'une randonnée perdue, l'autre wanderer traversant les hautes herbes des steppes. » Je réitère que les deux hommes ont tout de même un royaume commun : la littérature ! Ils sont nés la plume à la main. Avec le goût des mots, la saveur de notre langue, dont l'un et l'autre usent avec virtuosité. J'ai toujours pensé en moi-même que, si leur caractère et leur indépendance ne s'y opposaient, ils auraient l'un et l'autre toute légitimité à entrer à l'Académie française !

Ce goût de la langue, on le retrouve d'emblée dans cette correspondance, où le lecteur ne cesse de sourire à l'alignement des clins d'œil et à des formules ciselées souvent au gré de l'humour. Ainsi du grognard au grimpeur : « Les naïvetés progressistes peuvent faire rire quand elles imaginent un monde constamment amélioré et progressivement libéré par le progrès technique, mais croyez-vous vraiment qu'on s'en sorte en misant sur le sentier contre l'autoroute, les sonnaillles contre la sonnette, le tartare contre le corned-beef. Les nazis, vous le savez bien, faisaient d'excellents alpinistes et de vaillants explorateurs. Ils prisait les chiens-loups, le vert, la haute montagne et la bonne santé. Convenons qu'il en va bêtement du progrès technique comme du vin rouge : un verre, tonique ; la bouteille, beaucoup moins. Sans faire le sage à bon marché je crois, mon cher

naturaliste, que jouer le brut contre la "puce", le sentir contre l'IA est plus égoïste que productif. » Et du grimpeur au grognard : « Dans vos luttes de jeunesse, vous avez combattu pour le Grand Soir planétaire et le plastiquage des murs de séparation. Vous avez cru en un homme nouveau, émancipé de ses liens, débarrassé de ses enclos. Qui est le plus nomade de vous ou de moi ? Le baladin occidental ou le théoricien de l'Internationale ? » Tout l'échange consiste ainsi en répliques bien ajustées où les deux interlocuteurs se jaugent, s'interpellent non seulement pour se provoquer mais pour se mieux comprendre, tellement « adversaires et complices ». Il faut être de l'autre bord pour mieux estimer sa différence et lui trouver des explications appropriées. Il y a les grandes idées, pour ne pas dire les idéologies. Mais il y a aussi le climat : « Selon qu'on prenne ses premières cuites avec des lecteurs de Lénine ou de Paul Morand, que l'on écoute Jean Ferrat ou la cornemuse, que l'on passe ses nuits en forêt avec les scouts ou en meeting chez Maspero, la vie prend un autre cours. » C'est Tesson qui parle, mais Debray ne le contredit pas. Il comprend l'importance du moral : « Les lointains sont fascinants, j'en suis revenu. S'y ajoutait pour ma part l'espoir. C'est quand les lendemains s'en vont, qu'il faut craindre la dépression. » Et Tesson de répondre à Debray : « Monter sur la montagne, faire la révolution, descendre, échouer. Dans les deux cas, on revient au point de départ. Le grimpeur et le révolté : conquérants de l'inutile. »

Pourtant, à mesure que la conversation avance, un certain sérieux prend le dessus sur le badin, avec des affirmations qui valent des essais longuement argumentés, à moins que le genre si français, et apprécié de Nietzsche, de l'apophtegme ne suffise à l'expansion d'une pensée forte. Sylvain Tesson : « La seule chose que je ne tiens pas pour absurde dans les affaires humaines, c'est la chrétienté. [...] Le Christ, c'est l'amour : incontestable. Le christianisme, c'est le tripatouillage politique de la parole évangélique (ce que le léninisme est au marxisme, si vous préférez). La chrétienté, c'est la diffusion de l'idée sur la cartographie planétaire avec transformation du monde. » L'interlocuteur est sur la même longueur d'onde : « Vous avez bien raison d'en venir aux questions religieuses plus rationnelles que l'on croit. » Et encore : « S'il fallait choisir dans le tête-à-tête qui vous occupe un peu trop, la Croix contre le Croissant, et même s'il est heureusement d'autres options, c'est à l'héritage de la sainte croix que je me rallierai. Appartenance et histoire obligent. »

J'avoue que certaines affirmations de l'un et l'autre auraient le don de me faire tomber de ma chaise, mais je n'ai pas l'envie sur le moment de répondre. M'importe de mieux saisir l'intérêt de ce duo, à certains égards un duel. L'affrontement amical et souriant de deux personnalités à le don de nous mieux instruire de la complexité humaine, qu'il serait dommage de vouloir réduire pour parvenir à l'uniformité la plus insupportable. Nous avons besoin de cette disparité des parcours et même des oppositions frontales, surtout si cela aboutit à des explications fraternelles.

Le Moyen Âge reprenait la traditionnelle partition anthropologique, en distinguant les *oratores* (ceux qui prient), les *bellatores* (ceux qui combattent) et les *laboratores* (ceux qui travaillent), soit le clergé, la noblesse et le tiers état. Qu'on le veuille ou pas, en dépit d'une égalité problématique, il y a toujours cette répartition des rôles et des vocations. Sylvain, sans faire vraiment partie des *oratores* et Régis des *bellatores*, n'en poursuivent pas moins ce duo des différences heureuses. ■

► Régis Debray, Sylvain Tesson, *Le grimpeur et le grognard*, Gallimard/Équateurs, 2026.



PHOTO: BOHUMIL KOSTOHRYZ

Chronique du théâtre

Deux drames sociaux

par D. J. Heller.

Deux pièces, deux atmosphères, deux histoires de vies. D'un côté, une histoire de femmes contemporaines avec leurs tourments, leurs fragilités. De l'autre, celle d'un homme seul et dépressif. Deux périodes aussi, des années soixante-dix à aujourd'hui pour l'une, et la fin du XIX^e siècle pour l'autre. Deux auteurs enfin : la Britannique Alice Birch, et le grand Tchekhov.

Nous avons déjà rendu compte de la pièce de Christophe Honoré, *Bovary Madame* (1), de celle de Stéphane Braunschweig, *À notre place* (2), et, dans un style bien différent, de la pièce de Chloé Dabert, *Marie Stuart* (3). Trois histoires qui mettent les femmes au centre de la scène théâtrale française. En voici une quatrième : Christophe Rauck nous présente une pièce de l'Anglaise Alice Birch. Scénariste pour la télévision et pour le cinéma, c'est au théâtre qu'elle se fait connaître en remportant le prix Georges Devine en 2014 – prix qui récompense l'œuvre théâtrale britannique la plus prometteuse. La consécration arrive en 2018, avec le prestigieux prix Susan Smith Blackburn consacré aux femmes dramaturges, pour *Anatomie d'un suicide*. Cette pièce devait être créée en français par Katie Mitchell, au Théâtre national de la Colline en 2019, mais la pandémie de la Covid 19 en décida autrement. C'est donc à Christophe Rauck que nous devons cette nouvelle adaptation, d'une maîtrise presque chirurgicale.

Nous allons suivre durant un demi-siècle trois femmes, une mère, sa fille et sa petite-fille. L'exploit de ce spectacle repose sur la scénographie et la qualité de jeu des dix actrices et acteurs qui incarnent la vingtaine de personnages.

Avec *Ivanov*, nous assistons, impuissants, au délitement d'une société où ceux qui ne sont plus rien côtoient ceux qui se croient tout.

La scène est divisée en trois espaces distincts mais ouverts dans lesquels vont évoluer les comédiens dans un espace-temps différent en fonction des temporalités de l'histoire. Trois époques vont être données à voir aux spectateurs simultanément, avec une maîtrise de jeu exceptionnelle et des dialogues au cordeau, qui facilitent la compréhension de cette histoire de famille marquée par le suicide de la mère. Et au-delà de cet événement dramatique, ce sont bien des conséquences de cet acte pour les descendants qu'il est question dans le temps long.

L'autrice s'intéresse plus aux relations intrafamiliales qu'au symptôme lui-même. Le ressort de la pièce n'est donc pas tant le suicide que le mal-être qui peut surgir au sein d'une famille à travers les relations mères/filles parfois conflictuelles, souvent fusionnelles, et le questionnement sur la maternité, les responsabilités et les bouleversements que cela impose au couple et à la famille au sens large.

La mise en scène brillante de Christophe Rauck nous permet d'appréhender ces relations complexes qui se répondent : « *À travers les différentes situations, on voit le tableau se composer. C'est cette approche qui confère à ce texte sa puissance et sa finesse d'écriture et permet une exploration profonde des enjeux humains et sociaux qu'elle traverse.* », indique-t-il dans un entretien issu du dossier artistique. Un spectacle rare tant par l'originalité de la mise en scène que par le travail des actrices et acteurs, parmi lesquels il faut citer Audrey Bonnet, Noémie Gantier et Servane Ducorps dans les rôles principaux.

Dans un tout autre style, mais tout aussi moderne et inspiré, Myriam Muller met en scène *Ivanov*, le fameux texte d'Anton Tchekhov. Elle a choisi la première version de l'œuvre du grand auteur russe, car il y en eut deux. La première, celle de 1887, la plus échevelée, la plus violente, fougueuse et comique, il l'écrivit en quelques semaines. C'est une pièce en cinq tableaux qui décrit la solitude d'un petit propriétaire terrien dans la Russie de la fin de ce XIX^e siècle. *Ivanov*, endetté auprès d'une famille bour-

◀ **Anatomie d'un suicide** retrace le destin de trois femmes sur un demi-siècle.

geoise et décadente, ne peut financer le traitement médical de sa femme atteinte de la tuberculose. C'est le prétexte pour l'auteur de nous dépeindre une société de petits mondains, affables, alcooliques, amoraux, antisémites, rongés par l'appât du gain, ce qui n'est pas sans nous rappeler *Le Charme discret de la bourgeoisie*, le chef-d'œuvre de Luis Buñuel. Cette version, jouée comme une farce provocatrice, fit scandale, et l'auteur en écrivit une nouvelle, plus sage, plus dramatique, qui obtint un vrai succès public.

Hasard du calendrier, *Ivanov* est produit simultanément en France, d'une part par le Théâtre national populaire (TNP) de Villeurbanne, mis en scène par Jean-François Sivadier et, d'autre part, par le Théâtre de la Ville de Luxembourg, mis en scène par Myriam Muller. C'est sur cette dernière que nous nous sommes arrêtés. L'artiste luxembourgeoise a pris le parti d'installer le public au cœur de l'histoire. Les spectateurs sont placés face à la scène mais aussi de part et d'autre, côté cour et côté jardin, au plus près des onze comédiennes et comédiens, faisant comme partie du décor, parfois dans le salon d'Ivanov, parfois dans celui des Lebedev, les grands bourgeois locaux.

Cette idée de mise en espace est ingénieuse, car un siècle et demi plus tard, on peut dresser aisément le même tableau des liens qui se distendent et en rester spectateur. Nous assistons, impuissants, au délitement de cette société où ceux qui ne sont plus rien côtoient ceux qui se croient tout. *Ivanov*, c'est celui qui reste sur le quai de la gare et qui regarde ceux qui partent, insouciant, méprisants, arrogants, souvent grotesques. Et cette préciosité ridicule est renforcée par les choix de mise en scène, nous faisant passer du délire à la mélancolie, d'une scène à l'autre avec des intermèdes musicaux choisis. Batterie, guitare électrique jouées « en live » pour les moments d'agitation, guitare sèche ou piano voix pour les moments de doute et de tristesse. Chaque personnage incarne à la perfection tous les maux de notre société, avec un double satisfecit : pour Jules Werner dans le rôle-titre, et Valéry Plancke, formidable Lebedev, le dépravé alcoolique.

Deux spectacles parfaitement maîtrisés qui interrogent nos sociétés avec intelligence. ■

- (1). *Royaliste* n° 1315.
- (2). *Royaliste* n° 1320.
- (3). *Royaliste* n° 1322.

▶ **Anatomie d'un suicide**, d'Alice Birch. Mise en scène de Christophe Rauck. En tournée en France.

▶ *Ivanov*, d'Anton Tchekhov. Mise en scène de Myriam Muller ; au Printemps des comédiens, Montpellier, les 2 et 3 juin 2026.

Librairie

Tempête au Quartier latin

Nouveau coup de tonnerre dans le monde du livre : la première librairie indépendante de France – Gibert – est en redressement judiciaire.

Qui connaît, à Paris, le Quartier latin et le boulevard Saint-Michel qui descend, des jardins du Luxembourg jusqu'à la Seine, ne peut ignorer que cette rue était naguère ponctuée de nombreuses librairies. Les plus importantes étaient Gibert Jeune, 5 place Saint-Michel, en bas du boulevard, près des quais où l'ancêtre Joseph Gibert avait commencé, en 1884, comme bouquiniste en manuels scolaires, et Gibert Joseph au n° 30 du même boulevard, près de la Sorbonne, née d'une séparation entre les deux fils du fondateur, en 1929... Il faudra attendre 2017 pour que, face aux difficultés du secteur, les héritiers Gibert réunissent les deux entreprises. Mais les héritiers Gibert Jeune étaient restés propriétaires du local de la place Saint-Michel. Le prix du mètre carré comparé à l'absence de revenus de l'entreprise a poussé à la vente de l'immeuble... L'activité, passée sous la coupe de Gibert Joseph, a été maintenue notamment dans le vaste immeuble du n° 30 du boulevard et ses annexes (sans compter une quinzaine d'autres magasins, à Paris, Versailles et en province, malgré quelques fermetures).

Or cet immeuble est la propriété de Habitat OPH (mairie de Paris), qui avait consenti un bail réputé favorable, avec une partie fixe et un pourcentage sur le chiffre d'affaires. 2 000 m² environ pour quelque 300 000 euros par an semble-t-il. On trou-

vera les détails dans la décision du Tribunal judiciaire de Paris du 28 janvier 2026, disponible sur le site internet de la Cour de cassation... Gibert a en effet tenté d'obtenir une réduction du loyer et un assouplissement du bail, par une procédure rendue délicate par la multiplication des textes et des instances. Gibert s'est placé, le 28 avril dernier, sous la protection d'un redressement judiciaire. L'Office d'HLM ne veut pas céder. Il prend une grosse responsabilité politique, car la disparition de Gibert aurait un impact énorme sur la physionomie d'un Quartier latin déjà malmené par des évolutions sociologiques qui sont amplifiées par un urbanisme « écologiste » et une fiscalité dont tout le commerce de centre-ville fait les frais, ici comme ailleurs. Le taux de vacance des commerces est phénoménal. Quand une nouvelle boutique rouvre, il s'agit le plus souvent d'un *Coffee Shop*...

On parle de révolution anthropologique. La lecture de livres imprimés, qui a modelé la culture occidentale depuis le XV^e siècle, avec une nette accélération au XIX^e siècle – qu'on se souvienne de la librairie Hachette avec ses kiosques dans les gares de chemin de fer dès les années 1850 et ses Livres de Poche dans les années 1950 –, est aujourd'hui menacée. Le livre a conservé son prestige (prix littéraires, intelligentsia...), est toujours une industrie avec des secteurs populaires (policiers, science-fiction, mangas, romance, etc.), a une dimension politique (l'affaire Grasset, la « boboisation » de librairies plus ou moins « wokes »). Mais nos contemporains lisent moins ou alors autrement, par l'intermédiaire des écrans électroniques.

La France s'enorgueillit d'avoir conservé un réseau assez dense de librairies malgré l'offensive naguère de la Fnac, puis des Centres Leclerc-Cultura et bien sûr d'Amazon. C'est grâce à la loi Lang qui interdit ▶



▲ Gibert, temple du savoir au Quartier latin mis à mal par la désaffection de la lecture et internet.

de faire des réductions de plus de 5 % sur le prix de vente. Mais les librairies indépendantes sont tout de même des commerces en voie de disparition. Les ventes de livres d'occasion sur internet à prix dérisoires et les boîtes à livres gratuits contribuent à détruire la valeur de cet objet culturel.

Des politiques s'en mêlent. Le maire du VI^e a fait son cheval de bataille de permettre aux commerces du Quartier latin d'ouvrir plus largement le dimanche parce que nous sommes en zone touristique. Est-il bien certain que cela changera la donne pour une librairie dont les marges ne sont pas extensibles et qui aura donc du mal à payer son personnel pour des heures peut-être payées double ? Lors des fêtes de fin d'année où cette ouverture est possible, Gibert n'en profite pas toujours...

Les dirigeants de Gibert ne manquent ni de compétence, ni de courage ou de sens de l'initiative. Certaines idées de relance naguère évoquées par eux n'étaient pas compatibles avec le bail actuel, comme, semble-t-il, l'idée de réserver le dernier étage à des activités culturelles... Dans leurs explications aux juges de commerce, ils ont expliqué vouloir remettre la priorité sur les livres d'occasion où la marge est meilleure qu'avec des livres neufs. Mais cela remettrait en cause une des innovations que Gibert avait justement été la première librairie française à essayer : un savant mélange du neuf et de l'occasion, ce qui permet d'avoir des rayons thématiques complets et de répondre aux exigences différentes de différents publics. Mais leur premier problème sera de remobiliser un personnel – quelque 500 personnes – très qualifié, peu payé, assez revendicatif et que chaque réorganisation bouscule et inquiète... Et de susciter une solidarité durable de la clientèle. Dans un contexte de panique économique générale... ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

Lettres

André Malraux et la reine de Saba

Le ministère de la Culture patronne une année Malraux, déclinée en plus de 130 événements culturels, et occasion de nombreuses rééditions ou éditions de livres de, ou autour du fameux écrivain gaulliste disparu le 23 novembre 1976.

Parmi tous ces ouvrages, souvent labellisés par le ministère, on recommandera le jubilatoire petit travail du journaliste et écrivain voyageur Jean-Claude Perrier, très bon connaisseur, entre autres choses, de l'Inde. Comme il l'a déjà fait pour d'autres écrivains, il s'est employé à décortiquer la réalité factuelle d'une entreprise littéraire où fantasmes, intuitions géniales et courage



Jean-Claude Perrier

ANDRÉ MALRAUX ET LA REINE DE SABA

LITTÉRATURE LE X10

physique se mêlent : ici, une expédition archéologique de Malraux au Yémen.

Au printemps 1934, en pleine montée des périls fascistes, alors qu'il est déjà un intellectuel engagé tout auréolé de son récent prix Goncourt, et avant de partir pour une tournée de conférences en Union soviétique, puis, en 1936, d'aller combattre au côté des républicains espagnols, Malraux s'offre en effet une sorte de pause d'aventure onirique. Il part à la recherche des ruines de la capitale de la reine de Saba, Marib, supposées enfouies dans un désert non loin de Sanaa, capitale alors disputée entre Ibn Séoud et l'émir zaydite Yahya (ce qui nous ramène à de très actuels conflits au bord de la mer Rouge).

Cette expédition, effectuée à bord d'un avion monomoteur Farman F291, sera financée par *L'Intransigeant* qui en publiera le long reportage, illustré de photos et de dessins, en dix épisodes. Tous feront la une du quotidien populaire. Jean-Claude Perrier a relu pour nous ce matériau que Malraux réutilisera plusieurs fois, mais de manière plus ou moins allusive, dans son œuvre. Il le fait en professionnel de la presse, en amateur de voyages et de bonne littérature. Précis, amusé et amusant, mais toujours bienveillant pour le futur compagnon du général de Gaulle. L'aventure est digne de Hergé. À la fin, Malraux et ses deux héroïques compagnons sont reçus en grande pompe par l'empereur Haïlé Sélassié, descendant de la reine de Saba comme chacun sait. On ne vous en dit pas plus pour vous laisser le plaisir de suivre ce feuilleton, rebondissement par rebondissement.

F. A.

► Jean-Claude Perrier, *André Malraux et la reine de Saba*, coll. de poche « Littérature Le X10 » des éd. du Cerf, février 2026.

Art de vivre

L'Unesco au bistrot ?

Après le repas gastronomique des Français en 2010 et la baguette en 2022, le nouveau combat de la « France attablée » conduit à convier l'Unesco dans nos bistrots.

« Cette magnifique équipe de France, qui a su se battre pour décrocher cette reconnaissance de l'Unesco pour la baguette, [...] a envie de se battre pour les cafés et les bistrots de France, [pour qu'ils] soient pleinement reconnus à l'Unesco. Et c'est le combat que l'on veut conduire, parce que nos cafés et nos bistrots sont aussi ceux qui vendent beaucoup de croissants, beaucoup de baguettes, des produits de tradition et qui sont aussi à l'avant-garde de ce savoir-faire français. »

Avec ces mots prononcés le 5 janvier dernier à l'Élysée par le président de la République, c'est un soutien de taille qu'a reçu l'Association pour la reconnaissance de l'art de vivre dans les bistrots et cafés de France en tant que patrimoine culturel immatériel.

Créée en 2018 pour « mettre en lumière le rôle social et culturel de nos bistrots et cafés de France », cette association souhaite faire reconnaître l'importance toujours actuelle de ces lieux de rencontre qui permettent un réel brassage de populations variées autour d'un verre ou d'un plat de cuisine traditionnelle confectionné « maison » et proposés à des prix raisonnables.

Que ce soit pour un simple café, un rencard amoureux, une pause lecture, un rendez-vous d'affaires, les raisons de s'installer au comptoir ou à une table sont nombreuses. Certains établissements sont même devenus des lieux mythiques pour avoir servi de QG à la bohème artistique ou à des écrivains.

Et au-delà de l'ambiance conviviale qui y règne, largement connue en dehors de nos frontières, ces lieux sont parfois les seuls points de rencontre, de partage et d'échange possibles dans les nombreux villages désertés par les commerces et administrations. Nos quelque 40 000 cafés et bistrots prennent ainsi parfois le relais pour les services postaux, la vente de pain ou de tabac, entre autres choses.

Verdict de l'Unesco pour nos cafés et bistrots français en 2027.

M.-N. B.





D.R.

Écologie politique

Nous sommes tous embarqués

par Fabrice de Chanceuil.

Blaise Pascal nous avait prévenus : « Nous sommes embarqués. » Dans quel vaisseau ? Pour François Gerlotto, il s'agit de l'arche de Noé qui donne son titre à son dernier essai : *Les enfants de Noé*.

François Gerlotto est un scientifique, biologiste et écologue, qui se garde de vouloir avancer sur les chemins de la politique et de la philosophie comme de la religion. Mais l'intitulé même de son ouvrage le conduit à nous faire naviguer sur tous les flots de la connaissance, de la Genèse à l'Apocalypse, de l'Antiquité à notre monde post-moderne.

Sous-titré *L'homme, l'animal, l'écosystème*, on comprend vite que les deux premiers sont les passagers et que le dernier est l'arche elle-même, les trois étant, de ce fait, « les enfants de Noé ». Comme tous les enfants, ils sont une promesse d'avenir mais aussi, par leur immaturité, une source de bien des interrogations qui appellent une saine éducation pour y apporter de bonnes réponses. Cela dit, il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle car il vaut mieux être des enfants en construction que des vieillards en état de mort clinique.

C'est ainsi que l'auteur se fait pédagogue avec la volonté de rendre simple ce qui est effectivement complexe, allant jusqu'à s'excuser de devoir nous donner quelques leçons de sciences pour que nous comprenions bien son propos. Et, de fait, celui-ci est limpide de telle sorte que le lecteur se laisse embarquer dans une histoire qui est la sienne.

L'essentiel de la démonstration tient dans le rapport singulier entretenu, depuis la nuit des temps, entre l'homme et l'animal. Une relation qui ne s'est jamais relâchée mais qui a beaucoup évolué au fil des siècles, qu'il s'agisse des animaux sauvages ou des animaux domestiques ; c'est l'occasion, pour l'auteur, de nous rappeler les lois de l'évolution, où les manipulations génétiques ont désormais supplanté la sélection naturelle.

L'antispécisme considère que l'homme est un animal comme un autre, oubliant que si l'homme est dans le monde animal, il n'est pas du monde animal.

François Gerlotto reproche surtout à notre monde moderne d'avoir faussé cette relation par une trop forte anthropisation des animaux, en leur prêtant des réactions voire des sentiments tout humains et nullement animaux. S'il ne condamne aucune domestication des animaux, dont il montre qu'elle procure le plus souvent un avantage pour chacune des deux parties, qui y trouve son compte, il dénonce, sans ambages, l'élevage intensif à des fins alimentaires, qui le désole et même le révolte.

▲ Statue de saint Pierre sur un îlet à Horcón au Chili, entouré de pélicans.

« Ce n'est pas en termes d'un intérêt animal hypothétique que l'homme doit décider de ses actions vis-à-vis des animaux, c'est en termes d'éthique humaine », écrit-il. Si donc l'élevage en batterie n'est pas éthique, il en va différemment de la chasse quand il s'agit de se nourrir ou de réguler des populations qui ne peuvent plus l'être à l'état naturel, l'auteur allant même jusqu'à privilégier la chasse à courre en raison de sa ressemblance avec la chasse en meute des prédateurs.

François Gerlotto ne donne jamais de leçon de morale, à une époque qui en est pourtant si friande, n'hésitant pas à aller à contre-courant des idées du moment. Ainsi s'oppose-t-il à la réintroduction du loup sur notre continent dès lors que sa présence présente plus d'inconvénients que d'avantages et, rappelle-t-il, sans pour autant en défendre la pratique, que la corrida n'est jamais que la continuation de la préhistorique chasse de l'aurochs, où l'animal est certainement plus excité qu'apeuré en raison de son absence de conscience de la signification de la mort.

En fait, l'auteur réserve ses piques à ce qui lui paraît la plus grande erreur de notre temps, à savoir l'antispécisme qui considère que l'homme est un animal comme un autre, oubliant que si l'homme est dans le monde animal, il n'est pas du monde animal. Si nous devons « prendre conscience de cette part d'animalité qui est en nous », comme l'écrit l'éthologue Boris Cyrulnik, « nous ne pouvons faire abstraction de notre appartenance à l'espèce humaine, ►

ce qui souligne l'erreur de ceux qui nient la nature de l'homme », comme le dit de son côté le zoologue Pierre-Paul Grassé, cités l'un et l'autre par l'auteur.

Ce dernier réfute, de ce fait, la notion de « sentience » animale, non pas du fait que les animaux ne seraient pas des êtres sensibles, mais parce que leur sensibilité n'entraîne pas, pour eux, les mêmes conséquences en l'absence de leur conscience d'eux-mêmes. « *Il n'y pas d'eschatologie animale* », résume-t-il.

Il s'attaque, de la même manière, au véganisme, considéré comme une « *idéologie de gavés* », rappelant néanmoins que notre consommation de viande pourrait être divisée par dix sans dommage pour notre santé, réduisant d'autant les efforts de pêche et d'élevage.

En fait, ce que François Gerlotto reproche surtout à l'antispécisme, c'est finalement son ignorance de l'écosystème, troisième facteur indissociable des premiers et qui en appelle un quatrième, la biodiversité.

Pour l'auteur, l'effondrement en cours de celle-ci est plus grave que le changement climatique. Si l'on peut s'adapter à ce dernier, il n'en est pas de même pour la biodiversité dont la disparition engendrerait celle de tout l'écosystème. « *L'atelier du monde, ce n'est pas la Chine, c'est l'écosystème* », s'exclame-t-il, rappelant que la matière vivante est une puissante source d'énergie. D'où son plaidoyer pour la création de réserves naturelles devant couvrir au moins un tiers de nos espaces terrestres et marins comme autant de petites arches de Noé.

Pour finir son ouvrage, dans une conclusion qui mériterait à elle seule un livre à part entière, François Gerlotto, jusque-là plutôt confiant et conciliant, tire la sonnette d'alarme sur le danger de la sixième extinction, la première à ne pas résulter d'un événement géologique ou cosmique mais de la seule responsabilité humaine. Loin d'être théorique même si ses effets ne seraient pas immédiats, cette extinction ne serait pas seulement celle de l'Holocène mais de toute notre civilisation.

Certes, « *nous autres, civilisations, nous savons [...] que nous sommes mortelles* », écrivait Paul Valéry, mais plus encore que de civilisation, il s'agit là du monde que le Créateur nous a confié pour en prendre soin et non pour le conduire à sa perte. ■



► François Gerlotto, *Les enfants de Noé. L'homme, l'animal, l'écosystème*, France-Empire, mai 2026.

Mgr le comte de Paris, le prince Albert II et le prince Napoléon lors de la commémoration du combat de Camerone, à Aubagne, le 30 avril 2026. ►

Brèves royales

■ **1^{er}-2 mai. Saint George.** – Visite du roi Charles III aux Bermudes, territoire britannique d'outre-mer, archipel de 70 000 habitants, 54 km² mais une zone économique exclusive (ZEE) de 455 000 km² en plein Atlantique nord. La question de l'esclavage a été évoquée alors qu'elle devrait être abordée au fond à l'automne lors du prochain sommet du Commonwealth dans l'île caribéenne d'Antigua.

Un ouvrage historique particulièrement bien documenté est paru en début d'année sous le titre *The Crown's silence (Le Silence de la Couronne, l'histoire cachée de l'esclavage et de la monarchie britannique)*, par Brooke N. Newman, Mudlark. Non traduit.

■ **2 mai. Rabat.** – Nomination du prince héritier Moulay Hassan, 22 ans, colonel-major, comme coordinateur des services de l'état-major général des forces armées, par son père le roi Mohammed VI qui assume lui-même les fonctions de chef d'état-major général. Celui-ci avait été nommé en 1985 aux mêmes fonctions par son père, le roi Hassan II.

À signaler une déferlante récente d'ouvrages publiés par des journalistes : *Mohammed VI, le mystère* par un ex-grand reporter du Figaro, Thierry Oberlé, Flammarion, décembre 2025, *Maroc, fin de règne*, par le journaliste marocain Omar Brouksy, Nouveau Monde éditions, avril 2026, *Le roman d'un roi, enquête sur Mohammed VI*, par Christophe Ayad et Frédéric Bobin, du Monde, Grasset, 6 mai 2026.

Dynasties

Les alliances royales de la Maison impériale

La traditionnelle messe anniversaire à Saint-Louis des Invalides pour la mémoire de la mort de l'Empereur Napoléon I^{er}, le 5 mai 1821, a connu une audience médiatique particulière du fait de la présence des deux filles du duc de Castro, chef de l'une des deux branches des Bourbons - Deux-Siciles (voir *Royaliste* n° 1322). Celle-ci s'explique par la parenté avec le chef actuel de la Maison impériale, depuis le 3 mai 1997, Jean-Christophe Napoléon Bonaparte, 39 ans, qui n'est autre que leur cousin germain, fils de leur tante paternelle, l'aînée de la famille, Béatrice de Bourbon-Deux Siciles, mariée à Charles Bonaparte en 1978 jusqu'à leur divorce en 1989. La succession impériale en 1997 était d'ailleurs passée, selon le testament du grand-père Louis-Napoléon Bonaparte, au petit-fils, à sa majorité, surpassant les droits de son père, Charles, aujourd'hui âgé de 75 ans (qui a renoncé au titre de prince Napoléon).

Dans la ligne de succession de la famille impériale, les Napoléonides avaient déjà

par deux fois été unis à des familles royales européennes : les maisons d'Italie en 1859 et de Belgique en 1910.

Le premier mariage, sous le règne de Napoléon III, entre Napoléon-Jérôme (1822-1891), fils du frère cadet du premier empereur, Jérôme (l'Empereur étant, lui, fils de son frère, Louis), et Marie-Clotilde de Savoie, fille aînée du roi d'Italie Victor-Emmanuel II, couronnait la politique du Second Empire en faveur de l'unité italienne. Il aurait normalement dû hériter à la mort du Prince impérial (1879) mais, avec le soutien de l'impératrice, plusieurs fois régente, Eugénie (1826-1920), la succession ira dès sa majorité à son fils Victor.

Le second mariage, entre le prince Victor (1862-1926) et Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha, fille du roi Léopold II, descendante du roi Louis-Philippe, avait fait de cette dernière la « régente » du camp bonapartiste entre 1926 et 1935 jusqu'à la majorité de son fils, Louis-Napoléon Bonaparte (1914-1997).

M. - J. Y.



SOURCE : SITE COMTE DE PARIS. PHOTO : PRINCIPAUTE DE MONACO.

■ **11 mai. Bruxelles.** – Présentation à la presse belge de la biographie du roi des Belges, *Baudouin, un roi face aux crises de son temps*, éditions Mame, qui sort en librairie le 15 mai. Son auteur, Vincent Dujardin, professeur d'histoire contemporaine à l'Université catholique de Louvain, qui avait déjà publié des biographies de Léopold II et de Léopold III, a eu accès à de nombreuses sources inédites, notamment des archives privées, carnets personnels du monarque, ses agendas, ses notes spirituelles. De ce périple de 800 pages, sur 42 ans de règne (17 juillet 1951-31 juillet 1993), la presse a retenu deux épisodes emblématiques : l'assassinat du Premier ministre congolais Patrice Lumumba en 1961 dont l'historien exonère le roi, en contradiction avec les conclusions d'une récente commission parlementaire ; le refus « en conscience » de signer la loi légalisant l'avortement en 1990 sur la base de sa foi catholique dont l'auteur révèle l'intimité profonde. Parmi les principaux quotidiens, *Le Soir* titre « le jardin secret d'un roi », *La Libre Belgique* consacre un éditorial à « La leçon Baudouin ». La presse s'interroge sur la portée de l'influence de Baudouin sur son neveu, l'actuel roi Philippe, et souligne les différences d'époque.

■ **10 au 13 mai. Ankara et Istanbul.** – Mission économique belge en Turquie présidée par la reine Mathilde, accompagnée des ministres belges des Affaires étrangères, de la Défense et du Commerce extérieur, des ministres-présidents de régions, et de 200 entreprises. La mission qui était jusqu'alors de la responsabilité de la sœur du roi devrait revenir ultérieurement à la princesse héritière. Une trentaine d'accords commerciaux ont été conclus.

■ **13 mai. Westminster.** – Discours du Trône du roi Charles III pour l'ouverture de la session parlementaire, alors que son Premier ministre, Sir Keir Starmer, son véritable auteur programmatique, est en difficulté suite aux élections locales du 7 mai (voir p. 9).

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ L'association Gens de France



Gens de France est une association que Mgr le comte de Paris a créée en 2003 pour favoriser, autour de la Maison de France, la relation entre les personnes et contribuer, par ses actions, au bien de la France et à son rayonnement à l'étranger.

Grâce aux bonnes volontés qu'elle rassemble, l'association soutient le Prince dans ses engagements au service de notre

pays, dans les territoires, au niveau national ou à l'étranger, dans des domaines aussi variés que le patrimoine, l'environnement, le handicap ou la défense.

Pour adhérer à Gens de France, suivre le lien : <https://comtedeparis.com/>

■ Le souvenir de Camerone

Les 29 et 30 avril 2026, la Légion étrangère, créée par le roi Louis-Philippe en 1831, commémorait à Aubagne la bataille de Camerone. Cette année, autour du thème « *La Noblesse de servir* », le général Cyrille Yourtchenko, commandant la Légion, avait réuni une délégation du roi Frederick X, S.A.S le prince Albert II, S.A.I.R. le prince Napoléon et Monseigneur le comte de Paris, accompagné de la princesse Philomena et des princes Gaston et Alphonse. Ils représentaient les membres de leur famille ayant servi à la Légion : le prince Aage de Danemark, le prince Louis II de Monaco et les chefs des deux maisons ayant régné sur la France touchés alors par la loi d'exil, le prince Louis Napoléon et le prince Henri d'Orléans.

La journée marquée par la prise d'armes, rendant hommage au capitaine Danjou et à ses hommes ainsi qu'aux légionnaires morts pour la France, était suivie d'une réception et de la visite de l'exposition temporaire sur le thème de la manifestation.

■ Rencontre avec le prince Albert II de Monaco



SOURCE: SITE COMTE DE PARIS PHOTO: PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Monseigneur le comte de Paris a eu le plaisir de participer à la visite du prince Albert II de Monaco à Bathernay, une commune nichée au cœur de la Drôme des Collines, sur les terres de l'ancêtre des Grimaldi, Imbert de Batarnay, conseiller du roi Louis XI que représentait le Prince.

Cette journée placée sous le signe de la mémoire a également permis au chef de la Maison de France de retrouver le souverain monégasque, quelques jours après leur présence commune aux commémorations de la Camerone à Aubagne.

Entre patrimoine, transmission et fidélité aux racines historiques de notre pays, cette rencontre a rappelé les liens particuliers qui unissent les grandes familles royales et princières européennes.

La Nouvelle Action royaliste

■ Comité directeur de la NAR

Le comité directeur de la NAR c'est réunion le 12 mai. À l'ordre du jour : la préparation des présidentielles de 2027, les conflits en cours en Iran et en Ukraine et les relations de la France avec les États-Unis.

■ Le livre de François Gerlotto

Vous avez lu, dans deux pages précédentes, la présentation du dernier livre de François Gerlotto, *Les Enfants de Noé* (Éditions France-Empire, mars 2026).

Nous incitons tous nos lecteurs à se procurer cet ouvrage important qui prolonge nos analyses sur l'écologie en traitant plus particulièrement des relations avec le monde animal et l'ensemble du vivant alors même que la crise climatique et l'effondrement de la biodiversité montrent combien ce lien est vital.

Ce livre est à commander chez votre libraire en lui indiquant que les éditions France-Empire sont distribuées par Salvator-diffusion. François Gerlotto est président du comité directeur de la NAR, et il se tient à votre disposition pour toute rencontre, signature ou interview. ■

■ Notre souscription pour 2026

Notre souscription a fait l'objet d'un insert diffusé à l'ensemble de nos lecteurs avec notre n° 1319. Nous avons besoin cette année de 10 000 euros pour poursuivre nos projets de développement.

Pour souscrire, il vous suffit :

- soit de nous adresser un chèque à l'ordre de la NAR ;

- soit de procéder à un virement direct sur le compte de la NAR auprès de la Banque postale (IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR. en précisant « pour la souscription »

Vous avez également la possibilité de faire un **don défiscalisé** au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Il suffit de vous connecter sur le lien suivant : <https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Roya-liste/fr/don/index.html>



Par François Gerlotta

Le virus néo-libéral

La crise sanitaire de l'hantavirus argentin, qui s'est manifestée sur le paquebot *Hondius* et a fait 5 morts, rappelle que des virus, normalement liés à des espèces animales (rongeurs en Argentine) peuvent se répandre à l'issue d'une mutation ou d'un changement de comportement, et se retourner contre nous. Nous l'avons vu avec le Covid (chauve-souris), mais des cas de ce genre ont été nombreux lors des dernières décennies : Ebola (chauve-souris également), sida et chikungunya (primates), grippe H1N1 (oiseaux), sans parler des épizooties tout aussi nombreuses.

Bien sûr, nous ignorons tout de l'avenir. Sauf mutation imprévue du virus, il semble que les conditions d'une pandémie mondiale ne soient pas réunies : l'hantavirus est peu transmissible de l'homme à l'homme, les sources (rongeurs, principalement) sont en général très circonscrites, et l'OMS ne recense que 200 cas par an. Cela dit, il ne s'agit pas de réaliser ici une étude épidémiologique, mais de voir si les leçons du Covid ont été retenues en France et dans le monde. Pour cela, il nous faut reprendre les mécanismes qui favorisent une pandémie. Comme ils sont d'abord dépendants du fonctionnement économique international et des exigences d'un système néolibéral dominant, ils s'avèrent presque impossibles à réformer. Citons-en quelques-uns.

Le gouvernement semble avoir retenu les leçons de ses erreurs de communication de 2019, et s'exprime d'abondance pour montrer que nous sommes prêts : des « cellules de crise » sont réunies quotidiennement, les médias nous abreuvant d'informations, l'industrie nous rassure, tout serait sous contrôle. Derrière l'écran de la com', c'est moins glorieux. Mondialisation aidant, les leviers dont l'État dispose sont inutilisables. Au niveau de l'hôpital et de la santé, la situation est souvent pire qu'il y a dix ans. Les urgences sont toujours plus engorgées, les hôpitaux sous-équipés manquent toujours cruellement de médecins, d'infirmiers, d'aides-soignants, etc.

La société non plus n'a pas changé son mode de fonctionnement, et les métiers de la voirie, de la distribution, du transport, etc., dont nous avons découvert qu'ils étaient vitaux, sont restés méprisés et sous-payés. En cas de nouvelle pandémie, nous pouvons nous attendre à voir surgir à ces niveaux les mêmes problèmes et les mêmes blocages qu'en 2019.

Le tourisme est responsable du développement des pandémies. La bougeotte moderne est encouragée par l'industrie du tourisme qui, avec 8 % du PIB en France (le triple de l'agriculture, près de la moitié de l'industrie), est un acteur majeur de notre éco-

nomie. Cette explosion du tourisme favorise l'expansion rapide d'un virus. Pensons que dans un petit paquebot comme le *Hondius* (moins de 150 personnes), pas moins de 23 nationalités étaient représentées ! Mais, du fait de son poids économique, il semble inenvisageable d'imposer des régulations au tourisme. Rien n'a pu changer : au contraire, le tourisme de masse croît de façon géométrique.

Les échanges commerciaux n'ont pas été remis en cause, le commerce international étant vital dans un système mondialisé. Impossible de réduire le trafic ou les échanges. Alors, mêmes causes, mêmes effets : combien de vecteurs de maladies ont-ils été apportés d'un pays ou d'un continent à l'autre avec les marchandises transportées ? Certains changements avaient pourtant été annoncés, comme la relocalisation de l'industrie pharmaceutique : rappelons les problèmes de la disponibilité des vaccins en 2019. Rien n'a été fait et les leçons n'ont pas été retenues – ou n'ont pas pu être appliquées dans notre système néolibéral.

Les relations internationales se sont fortement dégradées. Les guerres favorisent les pandémies et empêchent leur suivi. Le blocage du détroit d'Ormuz et les destructions des infrastructures pétrolières auront des répercussions à long terme et nous préparent des pénuries sérieuses, y compris dans le domaine de la santé (matériel hospitalier jetable, masques, emballages stériles...).

Les organisations internationales se sont effondrées depuis que les États-Unis les ont quittées. Les grandes agences de l'ONU, comme l'OMS, la FAO, l'UNESCO, le PNUD (1), ont été vidées de leur substance. L'OMS a perdu 18 % de son budget et vu ses activités rendues souvent impossibles dans des zones affectées par les guerres (Gaza) ou les famines.

On le voit : c'est le système néolibéral dans son ensemble qui fait qu'aucune réforme sérieuse ne peut être appliquée. Pas très optimisme, tout cela ? Rajoutons-en une couche. Tout indique que nous nous acheminons vers une crise grave dans les mois qui viennent : les réparations des dégâts accumulés dans les pays du Golfe prendront des années, pendant lesquelles des pénuries multiples se feront sentir. Dans un pays fragilisé comme le nôtre, ces pénuries ajoutées au chômage, à la dette et à l'inflation, risquent de réduire encore plus les financements de santé et de prévention. Souhaitons qu'une pandémie n'arrive pas à ce moment-là ! ■

(1). FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. PNUD : Programme des Nations unies pour le développement. OMS : Organisation mondiale de la Santé.

Sommaire

Pages 2 à 4 : La Politique

Manger, au-delà du bien et du mal. – Baisse du chômage en trompe-l'œil. – Sur le mur de Jean Chouan. – Entre deux princes, il faut choisir. – La Politique au crible.

Pages 5 à 7 : La Nation française

Faux-semblant de décentralisation. – Fin de partie pour le nylon français. – Sur le front paysan. – La Quinzaine en France.

Pages 8 à 10 : Les Chemins du monde

La drôle de guerre. – Un système politique ébranlé. – Croque-mitaine. – Les Faits marquants.

Page 11 : Actualités - Événements.

Les Mercredis de la Nar.



Pages 12 et 13 : Synthèse

Les experts dans l'impasse.

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres

La République contre les Empires. – Morts sans ordonnance. – Downton Abbey, version enfer. – Nietzsche en France. – Régis et Sylvain, ennemis fraternels.

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes

Théâtre : deux drames sociaux. – Tempête au Quartier latin. – André Malraux et la reine de Saba. – L'Unesco au bistrot ?

Pages 21 à 23 : La Voie royale

Écologie politique : nous sommes tous embarqués. – Brèves royales. – Dynasties. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.

Page 24 : Éditorial

Le virus néolibéral.